

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)  
ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

MAI 36

Les riches  
paieront.

MAI 38

Les pauvres  
paient.

IL Y A UN AN

## Nous autres, les écrasés...

Encore une fois, l'événement prouve, aujourd'hui, que nous avions raison quand nous avons dit, au moment de la constitution du ministère Daladier, que « les pauvres mourraient s'appropriant à payer » ! Nos prévisions sont même de beaucoup dépassées. Ah ! il est chouette, le taureau de la Camargue avec ses décrets-lois. Et son premier « train » laisse présager pas mal de victimes. Toujours les mêmes, d'ailleurs.

Pour commencer, nous allons, sous le prétexte fiscal, subir un fameux tour de vis : 8 % d'augmentation sur tous les impôts directs et indirects.

En raison de ce que l'impérialisme et le manque de courage des dirigeants ouvriers empêchent de limiter d'aucune façon le profit capitaliste, toute aggravation de la fiscalité rebondit instantanément et par voie d'incidence sur les prix. De sorte que nous pouvons nous attendre à une

nouvelle poussée de vie chère dont les portemanteaux ouvriers feront tous les frais.

Ce ne sera pas tout. Le premier train de décrets sera bientôt suivi d'autres convois dont le prochain, dit-on, contiendra le ceruciel des 40 heures. Cela s'appellera « assouplir la législation sur la durée du travail ». Il faut au moins 45 heures, nous dit Cocatin-Bonnet, pour que l'accroissement de l'activité économique puisse combler le déficit budgétaire. Car ledit déficit budgétaire est de 4 milliards. 4 milliards qui, bien entendu, ne sauraient se trouver que dans les poches prolétariennes.

— Il faut faire payer les riches, clament-ils, il n'y a pas longtemps. Pas plus de deux ans, en somme.

Ouais ! Va-t'en voir, Jean ! Si ce dérisoire slogan fera bien comme pendant avec cet autre, de renouveau mémoire, et qui se formulait ainsi : « Il faut prendre l'argent où il est. »

Cela se passait aux alentours de 1924, au beau temps du Bloc des gauches, digne oïné du Front populaire. Le mur d'argent brisa net les timides velléités des réformateurs de Parlement.

Seules les grèves de juin et l'action directe ouvrière avaient pu pratiquer une brèche dans ce mur. Mais depuis, la brèche a été bouchée et bien bouchée. Le mur est toujours là, d'une hauteur chaque jour plus insolente. Il faudrait un fameux coup de bottoir pour le mettre à bas !

Mais, malheureusement, la politique des larves social-démocrates, celle des pitres stali-niens ont éternisé la cité latente. Elles ont semé le découragement, affaibli l'énergie du prolétariat, déboussolé l'orientation révolutionnaire des travailleurs.

Il faut le dire, bien que cette vérité soit amère, l'apathie et l'indifférence gagnent peu à peu les masses. L'odieuse totalitarisme des Stali-niens fait le reste. Prenons, par exemple, la manifestation du 1<sup>er</sup> mai. Rien ne fut plus morne, plus décoloré. Au point que le Temps et toute la presse bourgeoise peuvent maintenant se réjouir du « calme des manifestations » qui attestent « le rétablissement de l'ordre ».

Qu'on ne s'imagine pas cependant que ce « calme » et cet « ordre » suffisent à la bourgeoisie. Elle sent bien qu'il y a dans la classe

ouvrière des forces latentes formidables très aptes à se réveiller rapidement. Voilà pourquoi la réaction sociale, politique et économique, entreprise par Daladier lui paraît encore insuffisante. Elle ne sera tranquille que lorsqu'elle aura réussi à jucher complètement l'ouvrier, à réenchâîner Caliban.

Seulement, nous n'en sommes pas encore là. Il n'est pas possible que les lutteurs de juin 1936 acceptent passivement qu'on leur vole ce qu'ils eurent tant de mal à arracher à la rapacité capitaliste.

Si la classe ouvrière balançait par-dessus bord les mauvais pilotes qui, incapables de voir autre chose que les reflets stali-niens ou les lueurs social-démocrates, la mènent à la catastrophe ; si elle en revenait à son action spontanée, dans ses organismes syndicaux débarrassés de la tutelle politicienne, alors la confiance — la nôtre — renaîtrait bien vite. Alors on ne donnerait pas cher des trains de décrets des Daladier et autres valets du Pognon-Roi.

**Lib**

## Vers l'abattoir !

par  
Sébastien FAURE

C'en est fait : la journée du 1<sup>er</sup> Mai sera désormais appelée à fêter le Travail ; puisque tous les journaux : ceux qui se disent au service des intérêts de la classe ouvrière, aussi bien que ceux qui sont visiblement à la solde de la classe capitaliste, tous s'accordent à en faire la Fête du Travail et à la désigner ainsi.

C'est formidable, fantastique, stupéfiant, incroyable, abracadabrante.

Que penserait-on d'un condamné qui, chargé de chaînes depuis des années et étroitement enfermé dans une infecte cellule pour un laps de temps qui n'est pas encore fixé, mais s'imaginant être en liberté et croyant vivre la fierté et la joie d'être libre, chanterait et fêterait sa détention ? On penserait qu'une longue et tragique incarcération l'a rendu totalement fou et on ne ferait pas erreur.

Eh bien ! Ce cas de totale démente est celui des innombrables salariés qui, le 1<sup>er</sup> mai, ont célébré la Fête du Travail.

Car, enfin, le Travail a-t-il brisé les fers dont, depuis des siècles, il est chargé ? — Non.

Créateur de toutes les richesses dont se pare orgueilleusement notre époque, le Travail a-t-il cessé d'être systématiquement dépouillé de ces trésors dus à son infatigable effort ? — Non.

Les travailleurs sont-ils parvenus — enfin ! — à s'affranchir de l'odieuse exploitation dont ils sont, depuis des générations sans nombre, les douloureuses victimes ? — Non.

Ont-ils fait rendre gorge aux voleurs capitalistes et se sont-ils débarrassés des oppresseurs de l'Etat ? — Non.

Ont-ils pris possession de la terre et de l'usine, de la matière première et de la machine, des moyens de transports et d'échange ? — Non.

Sont-ils en mesure d'organiser par l'entente libre, sur la base du véritable fédéralisme, la production et la distribution des produits, dans des conditions telles de solidarité effective et d'égalité réelle que, à l'échelle de ses capacités, chacun collabore à l'obtention des produits et, à

l'échelle de ses besoins, chacun participe à l'équitable répartition de ces produits ?

— Non ; non ; et non.

Autant de questions qui se posent et s'imposent et auxquelles toute personne sensée ne peut répondre que négativement.

J'ai donc raison de dire que pour avoir fait du 1<sup>er</sup> Mai « la Fête du Travail », il faut que les Travailleurs soient devenus totalement fous.

Car, à moins qu'il n'ait perdu la raison, le malade ne fête pas l'affection dont il pâtit, l'infirme ne fête pas son infirmité, le vieillard ne fête pas sa décrépitude, le pauvre ne fête pas son indigence, l'emprisonné ne fête pas sa captivité, le valet ne fête pas sa domesticité, l'esclave ne fête pas sa servitude.

Travailleurs qui fêtez votre pauvreté et votre asservissement, êtes-vous frappés de ce terrible mal : la folie ?...

Il est cependant raisonnable et juste que le travail soit fêté, exalté, glorifié, apothéosé, divinisé... à la condition toutefois qu'il le soit non par ceux qui travaillent toujours, mais par ceux qui ne travaillent jamais, profitent grassement et joyeusement du travail d'autrui.

(Lire la suite en 6<sup>e</sup> page.)

## Electeurs de mai 1936

Vous qui fîtes  
les grèves de juin  
Est-ce cela que  
vous avez voulu

L'abrogation des 40 heures  
La dictature fiscale  
La chasse à l'étranger  
La course aux armements  
Les banques au pouvoir

?

“ L'HOSPITALITÉ FRANÇAISE ”  
ET LE DÉCRET SARRAUT

## La chasse à l'homme va commencer !

Nous n'avions que trop raison, hélas ! de pousser le cri d'alarme, la semaine passée. Nous connaissons maintenant le décret, promulgué par Sarraut, qui fixe le nouveau régime des étrangers résidant en France. Ce décret s'inspire, comme nous le laissons prévoir, la semaine passée, de l'esprit le plus « totalitaire ». Hitler ou Mussolini n'eussent pas mieux imaginé.

D'abord et contrairement à ce que prétendent les larbins de presse, il supprime en premier lieu toute espèce de garantie juridique en faveur de l'étranger.

En effet, un étranger EN SITUATION REGULIERE peut, désormais, être l'objet d'une expulsion « SI SON ELOIGNEMENT PARAIT NECESSAIRE POUR DES RAISONS D'ORDRE PUBLIC OU DE SECURITE NATIONALE » nous dit Paris-Midi du 2 mai. Il est vrai qu'il aura huit jours pour se justifier... devant les flics. C'est-à-dire huit jours pour manifester ses juges. Car on pense bien que la mesure s'appliquera surtout contre les éléments réputés subversifs qui sera toujours facile d'incriminer des pires desseins. Bien sûr que les malheureux Polonais exportés en France par trains entiers, avec curés et flics ; les Italiens mussoliniens, les Allemands hitlériens et même certains communistes étrangers bien en cour, n'auront pas beaucoup à redouter les méfaits de ce décret abject.

Mais gare aux malheureux « Ritals », Bulgares, Espagnols, Allemands, anarchistes ou révolutionnaires non stali-niens. Pour eux, pas de députés bien en cour pour leur servir d'avocats !

D'autre part, le décret prévoit également pour les étrangers non expulsables, en raison de ce qu'aucun pays ne voudrait les accueillir, le roulement vers « UNE RESIDENCE DETERMINEE ET SURVEILLEE PAR LA POLICE. » On a considéré que l'heure du camp de concentration,

« souvent préconisée », paraît-il, n'était pas encore venue. Soyons patients, cela finira bien par venir...

Enfin, de très lourdes pénalités DE SIX MOIS A TROIS ANS DE PRISON sont

## Toujours le carnet "B"

Notre bourgeoisie prépare activement sa guerre. Elle s'assure de puissants alliés à l'extérieur, et organise la lutte contre l'ennemi intérieur qui, en l'occurrence se trouve être les antifascistes étrangers réfugiés sur notre sol, et ces bandits d'anarchistes réfractaires irréductibles à la guerre et à l'union sacrée.

Voilà notre Union Anarchiste promue ennemi numéro un. Notre journal est pour suivi, nos meetings interdits, nos affiches lacérées.

Nous avons déjà fait connaître par Le Libertaire qu'en différents endroits nos militants avaient été convoqués pour être interrogés sur leur situation militaire, nous avons déjà indiqué à nos amis qui recevaient une telle convocation de ne pas s'y rendre. Que la police fasse elle-même son travail.

Nous savons d'autre part que des ordres ont été donnés pour que la police s'emploie activement à empêcher le mouvement anarchiste de se développer. Une vaste opération de police est en cours dont nos militants et sympathisants sont l'objet. D'innombrables vérifications et contrôles policiers ont eu lieu ces jours derniers. Nous considérons ces brimades comme un hommage et loin de nous décourager elles nous incitent à continuer notre action, et nous prouvent que nous sommes dans la bonne voie.

prévues pour les infractions à arrêtés d'expulsion, OU A RESIDENCE FORCEE.

Mais ce n'est pas tout. Il y a des « MESURES ACCESSOIRES ». Elles visent particulièrement « TOUT INDIVIDU FACILITANT L'ENTREE, LA CIRCULATION, LE SEJOUR D'ETRANGER EN SITUATION IRRÉGULIERE QUI SERA FRAPPE D'UNE AMENDE DE 100 A 1.000 FRANCS ET D'UN EMPRISONNEMENT DE UN MOIS A UN AN. »

Autant dire, après cela, qu'il n'y a plus de droit d'asile ! Que cette mesure était tout juste bonne au temps des siècles d'obscurantisme, quand la justice séculière s'arrêtait au seuil des églises et des domiciles privés.

Nous sommes, ne l'oublions pas, dans une démocratie, dans la plus ancienne république d'Europe ! Il y eut autrefois un poète illuminé pour écrire, avec quelque apparence de vraisemblance, que

TOUT HOMME A DEUX PATRIES : LA [SIENNE ET PUIS LA FRANCE] !

Pauvre poète ! Il tomberait de son haut s'il venait dans la France de Sarraut et de Daladier.

Mais on peut s'étonner également du bizarre silence des journaux de la « classe ouvrière ». POPU et HUMA ne placent mot. Quant à la C.G.T. son organe le PEUPLE n'a pas trouvé la matière à réflexions.

Attention ouvriers français, en laissant s'établir contre les étrangers la chasse à l'homme, c'est votre propre persécution que vous préparez.

Et le moment n'est peut-être pas loin si vous ne réagissez, oh, contre vous aussi, au moins contre vos militants, on envisagera des mesures de « salubrité », de « résidences forcées », voire même des camps de concentration — sinon mieux encore.

Et toujours au nom de la démocratie, bien entendu ! — L. A.

## Pour le “Libertaire”

La semaine dernière, après avoir retracé le passé de propagande et de lutte du « Libertaire », j'ai fait savoir à nos amis que, sans être gravement en péril, la vie de leur journal traverse un moment difficile et je les ai pressés de l'aider à sortir de l'embaras dans lequel il se trouve.

Je connais la bonne volonté de tous et je ne doute pas qu'ils vont répondre, « dans toute la mesure du possible », à l'appel que je leur ai adressé.

Souscriptions, abonnements nouveaux, ce sont là d'excellents moyens de secourir le « Libertaire ».

Mais les militants qui en assurent la publication ont songé à un moyen qui ne manquera pas de fournir au « Libertaire » des ressources d'une certaine importance et rapidement.

Ce moyen, c'est l'organisation d'une tombola.

Il vient d'être émis 50.000 billets à un franc. Ces 50.000 billets sont représentés par 5.000 carnets de 10 billets chacun.

Chaque abonné va recevoir un de ces carnets et il me paraît indiqué que tout abonné prendra « à son compte » le carnet qu'il recevra et, SANS AUCUN RETARD, en fera parvenir le montant (dix francs) au camarade Schreck.

J'ai le sentiment que ce n'est pas trop demander à ceux qui, chaque semaine, lisent avec attention leur « Libertaire ».

Au surplus, tout abonné qui ne voudra pas garder pour lui seul les 10 billets du

carnet n'aura qu'à les placer — et ce sera facile — dans son entourage : parents, voisins, amis, camarades de travail, etc.

AUTRE CHOSE : « Le Libertaire » prépare une fête magnifique qui aura lieu le dimanche 12 juin, dans le parc de la mairie de Gargan-Livry.

L'entrée dans le parc (deux francs) et le concert et le bal (trois francs) donneront droit à autant de billets de tombola.

Nous reviendrons dès la semaine prochaine sur cette tombola et cette fête.

Pour le moment, l'important est que les porteurs de carnets fassent diligence pour en faire parvenir le montant à Schreck et qu'ils en demandent d'autres.

Tout camarade à qui un carnet n'aura pas été expédié, parce qu'il n'est pas abonné, n'aura qu'à en demander par correspondance ou, s'il le peut, venir le chercher au « Libertaire », 9, rue de Bondy.

L'essentiel, pour le moment, c'est que l'argent entre dans le plus bref délai et dans le laps de temps le plus court, parce que, d'une part, « Le Libertaire » a besoin d'argent tout de suite et parce que, d'autre part, une somme un peu importante rend beaucoup plus de services quand elle arrive pour ainsi dire « en bloc » que lorsqu'elle parvient petit à petit et lentement.

SEBASTIEN FAURE.

NOTA. — Envoyez tous les fonds à Schreck André, 9, rue de Bondy, Paris (10<sup>e</sup>). Compte chèque postal : 487-78. Paris.



## Manœuvres et marchandages

Que s'est-il passé à Londres ? Nous n'en savons rien et nous n'en saurons rien. Car les gouvernements qui se revendiquent d'une majorité de front populaire pratiquent, sur le plan diplomatique, la politique de secret et de fausse information qui fut toujours en honneur au Quai d'Orsay, comme d'ailleurs dans toutes les chancelleries. On aurait tort, en tout cas, de s'imaginer que les ministres français et anglais réunis à Londres n'aient pris des engagements graves pour l'avenir, engagements dont nous supporterons peut-être un jour toutes les funestes conséquences. Il est vrai que la presse incline à l'optimisme et, si l'on en croit les journaux de gauche, la situation internationale se serait grandement améliorée. Mais sur quoi fondent-ils une telle assurance ? Ce n'est assurément pas sur le règlement des questions les plus graves — question espagnole, question tchécoslovaque — qui se posent à l'heure actuelle. Pour ce qui concerne l'Espagne, notons, en effet, que l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie continue à se produire comme par le passé et que la non-intervention continue à dissimuler le désir des gouvernements franco-anglais de voir définitivement écrasée la révolution espagnole. Rien de changé, par conséquent. Si la chose était en leur pouvoir. Ces gouvernements liquideraient l'aventure et installeraient sans doute en Espagne un régime qu'ils contrôlèrent et qui, par conséquent, ne s'opposerait pas à la mise en exploitation, par le capital franco-anglais, des richesses de la péninsule. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et sans doute la situation n'est pas encore mûre pour un arbitrage de cet ordre. Il en est de même de la question tchécoslovaque. En dépit des assurances qu'on nous prodigue sur la foi de communiqués menteurs, nous croyons que les difficultés demeurent entières de ce côté de l'Europe. L'assimilation des Allemands des Sudètes par la Tchécoslovaquie est impossible, même si le gouvernement de Prague prend en leur faveur les mesures qui lui seraient conseillées par Londres et par Paris. Toutes les garanties du monde, tous les statuts de minorité n'empêcheront pas, tôt ou tard, le gouvernement allemand de réclamer, au nom du fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la rentrée des Allemands des Sudètes dans le Reich. C'est l'opportunité qui en décidera.

Dès lors que demeure-t-il des grandes manœuvres de Londres ? Tout d'abord un succès diplomatique qui peut être exploité assez grandement dans l'avenir : l'entente si ostensiblement marquée entre la France et l'Angleterre a amené l'Italie à une attitude beaucoup plus conciliante que par le passé. A la veille de la visite du Führer à Rome, un tel changement d'orientation n'est pas à négliger. Après l'Anschluss qui fut pour Mussolini le plus éblouissant des succès et qui prive dorénavant l'Italie de ses perspectives en Europe Centrale, après l'accord italo-anglais qui vient d'être signé, les conversations de Rome sont considérées par la presse italienne comme le prélude d'un accord entre les quatre puissances qui souscrivent les accords de Stresa. Le gouvernement italien y voit la possibilité de freiner les initiatives du Reich en Europe Centrale par l'établissement d'un statut qui vaudrait mieux que l'instabilité actuelle, et surtout qu'un développement de la poussée allemande sur le Danube. Le Reich accepterait-il de se laisser ainsi dépasser de ses plus belles espérances ? C'est là une simple question de force. Ne lui permettra-t-on pas de regarder ailleurs, vers la Pologne, par exemple, ou plutôt vers la Russie qui, isolée diplomatiquement et au surplus, en proie à de terribles convulsions intérieures, risque de voir se former sans elle, et par conséquent contre elle, le fameux quadrilatère des grandes puissances ? On dit que la presse russe est très réservée au sujet des conversations de Londres, même hostile. On comprend bien son attitude.

La clef de voûte de tout l'édifice est constituée par les possibilités d'accord entre la France et l'Italie. Celle-ci choisira-t-elle entre les chances immédiates de Rome-Berlin et les chances à venir et plus modestes d'un accord avec la France et l'Angleterre ? Le Duce paraît ici l'arbitre de la situation, d'une situation qui, d'ailleurs, change de mois en mois. Si l'on examine, en effet, le rapport des forces en présence, on s'aperçoit qu'il évolue en faveur du groupe franco-anglais. Malgré le formidable effort de l'Allemagne, dont la conséquence est l'appauvrissement de la classe ouvrière, il est clair que le dernier programme d'armement de l'Angleterre, même si l'on tient compte que la France ne pourra pas suivre au même rythme, achèvera de donner à ces deux puissances une écrasante supériorité, surtout si elles savent coordonner leur attaque et leur défense.

Précisément les communiqués officiels ont insisté sur ce point. La France et l'Angleterre ont réalisé une véritable alliance militaire par des accords précis entre leurs états-majors. Dorénavant c'est un bloc unique que formeront les forces terrestres, navales et aériennes franco-anglaises. Qui donc résisterait à de pareils arguments ? Voilà, en tout cas, selon nos négociateurs et sans compter d'autres motifs capables de le rendre réticent, de quoi immuniser Mussolini contre les dangers de son entrevue avec le Führer.

Nous dirions volontiers que c'est bien joué. Mais qui pourra croire que tout ce machiavélisme est capable d'arrêter la guerre ?

LASHORTS.

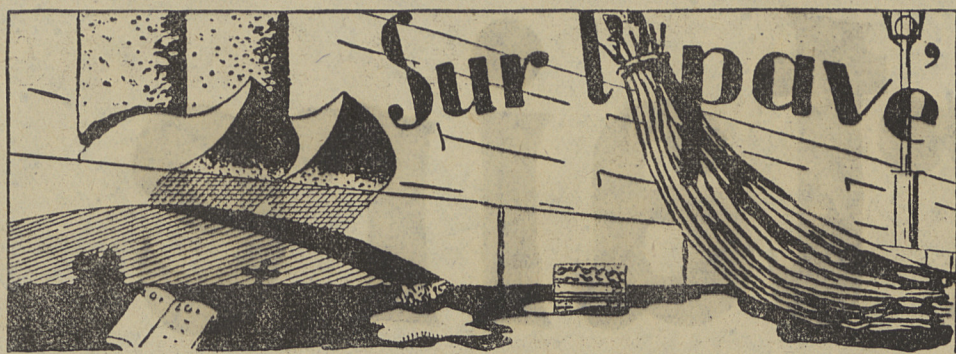
### SEBASTIEN FAURE

fera une conférence

A Goussainville, samedi 14 mai, à 21 heures  
salle Gaué (Ferme des Neues)

### FASCISME — GUERRE TRANSFORMATION SOCIALE

Entrée 2 50, chômeurs 1 25.



### PROPOS D'UN PARIA

#### Vers le fascisme

Il faut bien reconnaître que le régime dit démocratique, que les Français subissent depuis de nombreuses décades, est impuissant, malgré son arsenal de lois à assurer sinon le bonheur, du moins la direction du peuple, puisqu'à chaque occasion où un danger menace, nos hommes d'Etat se libèrent, pour un temps, de la tutelle parlementaire.

Il faut ajouter que les parlementaires sont eux-mêmes conscients de leur inutilité, puisque ce sont eux qui accordent aux gouvernements les pleins pouvoirs sans lesquels il faut abandonner toute espérance !...

Nous voici bien loin des promesses mirifiques, des grands mots aussi pompeux que vides, mais qui savent si bien berner les foules électorales et dont les professionnels de la politique se servent pour se procurer de confortables sinécures...

C'est une chose bien laide que de piétiner un cadavre, fût-il celui de votre pire ennemi, mais il y a des morts, comme disait l'autre, qu'il faut qu'on tue, et le parlementarisme qui, après avoir donné tant de preuves de sa mal-faisance, vient par surcroît de faire celle de son impuissance, est de ceux-là.

Je sais bien qu'une fois l'alerte passée, et la fringale d'appétits aidant, la bête tentera, à grand renfort de discours, une résurrection qui sera assez bruyante pour donner le change à l'éternel troupeau des gogos.

On reparlera de Front populaire et autres plaisanteries d'un goût aussi douteux.

Il n'empêche qu'à force de suicides aussi répétés, le parlementarisme finira par crever pour tout de bon.

Ce n'est certes pas nous qui le pleurerons.

Mais il arrivera cette chose, c'est que le pays ayant pris l'habitude d'être gouverné à coups de décrets-lois et ayant pris conscience de la veulerie et de l'incapacité du régime parlementaire devenu celui de la foire d'empoigne, il arrivera, dis-je, que le pays sera tout prêt à subir sans s'en apercevoir une autorité auprès de laquelle celle de MM. Daladier-Mandel apparaîtra comme une bénédiction.

Et c'est ainsi que le fascisme — rouge ou noir — fait son petit bonhomme de chemin, au sein même des démocraties, et prépare, avec la complicité des mauvais bergers — qui auront vite fait de s'y rallier — un acheminement qui emportera ce qui nous reste de liberté et fera disparaître l'individu au bénéfice d'une collectivité oppresseuse.

Il n'y a pas, dans tout cela, de quoi se réjouir...

La Rue Michel.

### JOURNALISTES EN UNIFORME



uniforme », mais la contagion gagnant maintenant, ce sont les journalistes en uniforme qu'elle nous fournit.

L'Allemagne nous avait déjà donné « Jeunes filles en Hitler » est accompagné à Rome par 160 journalistes en tenue, nous apprennent les journaux : vraiment cette mode ne manque pas d'originalité. Dans les pays totalitaires le ridicule rejoint facilement l'odieux. Il ne manquait aux fêtes de réception que ce carnavalesque défilé de journalistes. Maintenant on peut tirer le feu d'artifice sans crainte, la fête est complète.

Cette nouvelle va faire crever d'envie tous nos journalistes. Les valets de ceux d'Hitler, eux aussi ils ont droit à leur livrée et ici au moins il y aurait cet avantage qu'elle ne serait pas uniforme. Elle serait couleur « maison ». Ceux du Jour auraient la chemise rose et le dolman cintré comme il se doit. Ceux de l'Huma arboreraient une superbe chemise moujik légèrement teintée de rouge, le pantalon tricolore. Ceux de la Vie ouvrière en tirailleurs sénégalais, etc., etc.

### L'AXE SE RENFORCE



Hitler rend sa visite de politesse à Mussolini. Ce dernier veut conserver son titre de Führer « des bluffeurs ». La réception qui lui fut faite à Berlin n'est rien à côté de celle qu'il réserve à son coéquipier en mort rapide. La fête est complète, la décoration, les illuminations sont soignées dans les moindres détails. Les centurions d'acclamations, depuis un mois, répètent leurs rôles. Les balcons sont extrêmement surveillés. Ces messieurs craignent sans doute qu'un de leurs admirateurs manifeste une joie par trop explosive, accident de métier comme disaient dans les temps anciens un certain Benito Mussolini.

### MORNE CORTÈGE



Ce fut celui du Premier Mai. Certes le temps maussade ne se prêtait guère à l'enthousiasme. Cependant, plus que l'eau céleste, la douche des insuccès et des reculs, glaçait les manifestants. Tièdes, les Internationales, qui sortaient péniblement des gossiers. Résultat inévitable des trafictions capitulations couronnant les grèves politiques qui désorientent les ouvriers.

### ABSTENTION SOCIALISTE



Les socialistes brillèrent par leur absence. Par contre le haut gratin des barines staliniennes paraissait sur la tribune. L'Union des Syndicats avait trouvé cette combine « d'inviter les élus du Front populaire », et c'est ainsi que toute cette polit-caille faisait la roue, donnait à la manifestation le cachet communiste désormais de rigueur.

### INCONSCIENCE



Le plus triste c'était de voir l'inconscience des mots d'ordre, lancés. On clamait rituellement : « Des avions ! des avions pour l'Espagne ! » au moment où les accords de Londres conclus avec Daladier, le ministre responsable de ces accords, car il ne faut faire à Daladier, n'est-ce pas Thorez, nulle peine même légère. Pas un cri non plus pour le maintien des 40 heures.

### JOIE DANS LE CAMP BOURGEOIS



Malgré la satisfaction de commande affichée par la presse officielle du F.P., la presse bourgeoise ne s'y est pas trompée et s'est indécedement réjouie de ce Premier Mai de « calme » et « d'ordre ».

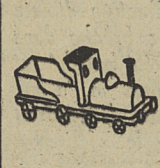
Quand la gent journalistique emploie ce langage, c'est rarement bon signe pour le prolétariat.

### JEUNES FILLES DE FRANCE ... ET DE BELLEVILLE



Mince alors, j'peux pas dérouiller ! s'exclamaient près de la Porte Dorée, dans un groupe de « jeunes filles de France », une jeune vendeuse du canard de l'organisation chère à Mme Thorez et à Danièle Casanova. Le fait est que la vente marchait mal. Et cette jeune fille de France ne faisait que la traduire dans la verbeur du langage prolétarien, qui reste fort heureusement à l'abri des mômeries papelardes des curés staliniens.

### LE PREMIER TRAIN



Daladier front populaire vient de réaliser son premier train de décrets-lois, qui comme par hasard, n'est aiguillé que sur la défense du patrimoine national, avec le signal bleu, blanc, rouge réalisant l'unité sacrée de 5 milliards nouveaux. 5 milliards plus les précédents, ce n'est plus un train pour porte-monnaie de troisième classe, mais un train de première blindé avec retour de bombes et de gaz. Il est vrai que Daladier est « jacobin » et que pour la grandeur traditionnelle de la maison France bancaire rien ne peut être refusé.

### AU SUJET DU FILM « LA MARSEILLAISE »



A présent que les firmes capitalistes du cinéma peuvent se livrer au commerce de ce film, car ce film, comme tous les autres, n'a été conçu que pour être commercial (le gouvernement, par sa censure, nous en donne la preuve), sait-on ce que touchent les auteurs d'un film chaque fois qu'il est présenté au public ?

Et par combien il faut multiplier chaque soir le droit d'exécution ?

At-on su ensuite qu'en dehors de « vedettes » payées à coups de gros billets, on a tout tenté pour employer petits rôles et figurants (très nombreux) sans les payer ?

Heureusement, le Syndicat des Artistes de complément du cinéma adhère à la C.G.T. (composé de nombreux artistes de métier sans travail) veillant.

Il a fallu passer par lui et appliquer les tarifs.

Et pendant qu'on tapait les ouvriers dans les usines, on laissait ignorer à ceux-ci :

Qu'on payait une « vedette » 18.000 francs pour poser une demi-heure devant l'objectif (le salaire d'un pauvre bougre pendant une année) !

Qu'on avait d'avance vendu l'exclusivité de ce film pour l'Amérique à un impresario américain une dizaine de millions...

### CURIEX HISTORIEN !



On sait qu'Alexandre Zévaès, ex-guestiste notoire, passé pendant un temps à la réaction patriotarde la plus rétrograde, et qui fut l'avocat de Villain, assassin de Jaurès, qu'il fit acquitter, a réussi depuis quelques années à faire oublier son peu reluisant passé. Accueilli par la presse de gauche et même par des journaux communistes tels la Défense, organe du Secours populaire de France, il publie des notes historiques sur les événements sociaux les plus saillants. Souvent ces notes sont intéressantes et véridiques. Cependant l'ancien partisan guestiste, bouffeur d'anars, ne peut s'empêcher de réapparaître. Ainsi dans le dernier numéro de la Défense, à propos de l'origine du Premier mai, faisant allusion au drame de Chicago, il écrit :

« A Chicago, notamment, le mouvement ne comprenait pas moins de 40.000 grévistes et durait depuis quatre jours, lorsque, dans la soirée du 4 mai, éclatèrent les bombes anarchistes qui furent le signal d'une effroyable répression et entraînèrent l'échec du mouvement. Mais en 1888 le congrès syndical de Saint-Louis décida de reprendre l'agitation à la date du 1<sup>er</sup> mai 1890. »

Or il est faux de parler de bombes « anarchistes ». L'origine des bombes a toujours été attribuée à des provocateurs policiers. La réhabilitation officielle posthume des martyrs de Chicago le prouve surabondamment. Et même pour complaire à ses employeurs staliniens, Zévaès n'a pas le droit de sophistiquer l'histoire !

Monsieur Dubalai.

## “La larme à l'œil”

Paris-Soir, qui, quoi qu'on en dise, représente la pensée moyenne de la population, a une fois de plus ouvert une souscription parmi ses lecteurs. Il s'agit de sauver cette fois-ci la famille Vautier, composée du père et de ses huit enfants. La mère, instrument prolifique aux mains (si l'on peut dire) d'un mâle égoïste et inconscient a trouvé la mort en donnant la lumière au dernier.

La misère la plus effroyable règne au logis. On n'a même pas de quoi acheter un biberon, nous dit le reporter. Et, à peine les secours eurent-ils été organisés qu'il fallait transporter à l'hôpital l'aînée et la plus jeune, dont la misère physiologique est telle qu'on craint pour leurs jours.

Belle société ! Une fois encore, ceux qui se sont donné pour tâche de faire la retraite pour les familles nombreuses vont trouver matière à se rengorger. Ce rustre fabriquant huit enfants sans avoir de quoi les nourrir, cette pondueuse sempiternelle succombant à la tâche, voilà certes ce qu'on appelle des bons Français, des gens à qui la Patrie ne saurait faire aucun reproche. Quant à nous, plaignons leurs souffrances, car nous savons qu'ils sont irresponsables, que les vrais coupables ne sont pas là.

Les vrais coupables ? C'était hier M. Poincaré, resté personnellement stérile, mais instigateur de la scandaleuse loi de 1920 contre la propagande malthusienne. Ce sont aujourd'hui les Boverat, les Tixier-Vignancour, le sénateur Pernot, et autres ganaches, les Daladier aussi, avides de posséder une nation prolifique pour alimenter une armée nombreuse.

Pourquoi faut-il être condamné à répéter mille fois les mêmes choses ? Pourquoi la conscience humaine semble-t-elle être comme ces blocs rocheux qu'il faut frapper de mille coups de pioche pour les ébranler ?

Est-ce que tout cela ne saute pas aux yeux ? Une bande de coquins et de cuistres gérait le pays et réclamant en son nom des enfants, encore des enfants, toujours des enfants. Une horde d'assassins légaux et comme tels copieusement glanés, qu'on appelle l'Etat-Major et qui, au fur et à mesure que ces gosses sont rescapés des « misères physiologiques » les enrégimentent, les matriculent pour un futur massacre.

Enfin une équipe de journalistes à tant la ligne qui pleurnichent hypocritement pour donner le change à chaque fois qu'un trop grand scandale est près d'éclater.

Le même Paris-Soir d'ailleurs, qui cultive si bien la « larme à l'œil » n'éprouve aucun scrupule, après nous avoir relaté la détresse de la famille nombreuse mourant de faim, à nous faire un récit détaillé de la vie du duc et de la duchesse de Windsor, ainsi que la minutieuse description de leur futur logis. Voici ce qu'on lisait dans le numéro de Paris-Soir Dimanche, le

même qui publiait l'article concernant les enfants Vautier :

« C'est une demeure de 38 millions de francs que vont habiter le duc et la duchesse de Windsor » et puis, en sous-titre : « Une des baillonnées est en or massif. »

Dans le texte on apprend que cette seigneuriale demeure est louée 500.000 francs par an, soit un million et demi pour trois ans.

Si on considère que ces détails sensationnels et principaux sont rapportés dans le même numéro de journal que le récit du martyre des huit enfants Vautier, on en conclura qu'il est difficile de faire mieux dans l'art de se ficher du monde.

Le bon populo néanmoins n'y voit goutte et alimente de ses deniers la souscription ouverte par la feuille « humanitaire », souscription à laquelle participent, à titre de publicité sans doute, une star de cinéma et le directeur propriétaire d'un cirque ambulante célèbre.

Un écoeurement légitime s'empare de l'individu raisonnable lorsque s'étalent à ses yeux à la fois de telles inconsciences et de telles infamies. L'« opinion publique » est décidément la plus ignoble des chiennes pour se repaître d'une telle nourriture intellectuelle. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'elle est bien forcée de lire ce qu'on lui donne. Si elle le voulait vraiment, les marchands de prose seraient bien obligés de se soumettre et de lui fournir une meilleure littérature.

Mais la vérité, la triste vérité nous oblige à dire que dans ce siècle où l'esprit critique est mis en banqueroute, l'intelligence humaine a perdu ses droits. C'est pourquoi des peuples entiers se prosternent devant un matamore chevronné, des midinettes se pâment pour un chanteur sans voix ou un cabotin de cinéma et des ouvriers se disputent entre eux sur la façon la plus rationnelle d'aller se faire casser la figure pour les autres.

Dans une époque pareillement avachie, un journal représentatif d'un monde inepte et criminel peut donc révéler les luxueuses cogitations d'un couple princier sans que celui-ci risque de se faire « interviewer » de certaine manière par des ventre-croix bien décidés.

Pareillement, il peut étaler chaque jour les scandales des bagnes d'enfants et les misères des familles nombreuses sans que le gosse ait quelque méfiance sur les suites possibles de ses matrimoniales effusions.

Du moment que la France se dépeuple il est bien de faire des enfants.

Même si la Patrie les laisse crever de faim en bas âge, ou de mort violente et réglementaire par la suite si, le hasard aidant, le rejeton arrive à maturité.

MAURICE DOUTREAU.

### APRÈS VINGT-DEUX ANS DE PRISON

## Tom Mooney est libéré

Nous apprenons par des informations américaines que Tom Mooney serait après vingt-deux années de prison, enfin libéré, puisse cela être vrai.

Relater brièvement les raisons de classe pour montrer la cruauté du capitalisme américain démocrate est, semble-il, nécessaire.

Le 22 juillet 1916, une manifestation à San Francisco a lieu pour préparer l'entrée en guerre des Etats-Unis. Pendant le déroulement du cortège, une explosion de dynamite se produit. Dix morts, quarante blessés. Tel est le bilan.

Trois jours après, plusieurs militants ouvriers sont arrêtés, dont Tom Mooney. En février 1917, il est jugé, et condamné à être pendu. En 1918, sur l'intervention du Président Wilson, cette peine est commuée en emprisonnement perpétuel.

Pourquoi une telle condamnation sans aucune preuve comme le montreront les différents appels, contre-appels à ce jugement inique. Simplement parce que Tom Mooney est un militant syndicaliste toujours à la tête des mouvements revendicatifs. Qu'il organise des syndicats sans compromission politique, crée des cercles d'études. Partout où le patronat attaque, Mooney est là. Il fait paraître un journal « La Révolte » qui en très peu de temps conquiert une popularité énorme. Au congrès international des fondeurs en 1912, il est délégué.

Des groupes d'action syndicale naissent et se développent, formant un barrage aux attaques patronales. Devant de tels résultats, le patronat monte le drame ignoble de

San Francisco pour emprisonner et condamner le principal animateur Tom Mooney. Méthode classique de la provocation bourgeoise.

Quant à l'accusation c'est un faisceau de témoignages mensongers et réunis par la police. Tous se contredisent les uns les autres. Certains témoins affirment que Mooney était sur le lieu du drame, avec une valise à 2 h., d'autres à 2 h. 1/2. Le témoin le plus acablant est quelque temps après convaincu d'avoir reçu la bagatelle de 17.500 dollars soit 450.000 fr. par Ticket, secrétaire du syndicat patronal tant combattu par Mooney. De plus le jour de l'attentat, Mooney était à plus de 1.000 kilomètres comme le prouvent plusieurs rapports.

Malgré toutes ces preuves, Mooney est resté vingt-deux ans enfermé. La ploutocratie américaine, qui a son histoire jalonnée d'assassins depuis les martyrs de Chicago jusqu'à Sacco et Vanzetti, a montré avec l'affaire Tom Mooney de quelle cruauté, mensonges, faux elle est capable pour écraser ceux qu'elle ne peut acheter. Ce qui était vrai en 1917 pour l'Amérique, est identiquement vrai pour notre propre bourgeoisie. Ce jugement ignoble montre le véritable visage de classe de ceux qui par intérêts économiques, ne veulent à aucun prix que le prolétariat ait droit à la vie. Chaque fois que le prolétariat se réveille une telle acuité, la bourgeoisie met en pratique son mot d'ordre : entre nous et vous c'est une question de force.

R. G.

### L'Union Anarchiste Italienne a son journal

#### « Il Momento » a paru

Nous avons plaisir à annoncer la parution d'un nouveau journal anarchiste : *Il Momento* (le Moment), organe de l'Union anarchiste italienne. C'est au récent congrès de Lyon de l'U.A.I. que la création de ce journal — qui, pour commencer, sera bi-mensuel — a été décidée. Bien présenté sur 6 pages grand format, il mènera le bon combat pour la propagande du communisme anarchiste. Nous lui souhaitons fraternellement le succès le plus mérité. (Rédaction et Administration : Pierre Grave, 46, rue Xavier-Privas, Paris-5<sup>e</sup>).

LISSAGARAY

## HISTOIRE

### DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition précédée  
d'une notice sur Lissagaray  
par AMÉDÉE DUNOIS

Prix : 30 fr. — Franco : 31 fr. 50



## IL Y A UN AN

## Les travailleurs de Barcelone se dressaient face à la contre-révolution

(suite de la 1<sup>re</sup> page)

La F.A.I. et la C.N.T. administraient d'une façon totale l'Aragon et la Catalogne, partie la plus industrialisée de l'Espagne, et route de communication avec la France. Le parti communiste, fort du chantage russe s'efforça de faire perdre ces positions importantes à nos camarades.

Ce fut d'abord un sabotage complet du front d'Aragon, qui fut laissé sans armes, parce que la presque totalité des combattants étaient membres de la C.N.T. Une campagne ignoble de presse fut déclenchée contre ce que les bolcheviks appelaient le « front paresseux ». L'injure, la calomnie furent les armes principales qu'ils employèrent pour discréditer nos amis. Puis ce fut une série de provocations contre les collectifs ouvriers. Les collectifs, et surtout l'objet de leurs attaques, furent l'objet de leurs attaques. Ces provocations bolcheviques ont été aussi nuisibles à la lutte antifasciste que Franco lui-même qui leur doit plus d'une de ses victoires. Lorsque nos nacos parlent de la 5<sup>e</sup> colonne, c'est dans leurs rangs qu'elle a existé.

Le mécontentement s'étendait parmi les travailleurs catalans et chez les paysans aragonais. Pour ne pas rompre le front antifasciste et pour recevoir les armes russes indispensables pour vaincre, la C.N.T. s'efforçait de contenir la légitime colère des travailleurs et accepta d'abandonner certaines positions politiques. Les provocations redoublèrent, la révolte gronda dans toute la Catalogne.

Le soulèvement du 3 mai ne devait surprendre aucune personne au courant des événements d'Espagne.

L'attaque de la Centrale téléphonique fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Quelques jours avant nos camarades de Puigcerda avaient dû défendre leur contrôle de la frontière contre les attaques des forces du gouvernement. L'enlèvement de tous les esprits était à son comble, quand l'attaque de la Centrale fut produite.

Conduits par le communiste Rodriguez Salas, commissaire général à l'ordre public, les gardes d'assaut voulurent occuper la Centrale téléphonique qui, depuis le 19 juillet, était sous le contrôle des organisations syndicales U.G.T.-C.N.T.

La nouvelle se répandit rapidement dans Barcelone. « On attaque la Telefonica ». La riposte fut aussitôt brutale qu'au 19 juillet. Les faubourgs s'insurgèrent. Sans l'Hospitalet proclamèrent le communisme libertaire. Les ouvriers en armes quittèrent les usines. Les rues de Barcelone se hérissèrent de barricades, femmes, enfants, tout le monde, arrachèrent les pavés, les entassèrent avec la science acquise dans maintes insurrections. Le klaxson des rares voitures qui circulaient encore scandait, comme au 19 juillet, le rythme des syllabes C.N.T.-F.A.I. Le gouvernement catalan fit établir une mitrailleuse au faîte de la cathédrale, mais les mitrailleuses du Comité régional lui imposèrent rapidement silence. Il en est de même pour une mitrailleuse établie au siège du Syndicat de l'Alimentation de l'U.G.T.

L'Hôtel Colon, siège du parti communiste est dominé par les mitrailleuses de la Téléphonique toujours aux mains des ouvriers. Le gouvernement catalan ne peut sortir de la Généralité. Les milices de contrôle de la C.N.T. sont venues rejoindre les travailleurs sur les barricades, elles sont les forces déterminantes de la victoire. Les ouvriers de Sans, après s'être rendus maîtres d'une caserne de gardes d'assaut se dirigent sur Barcelone. La F.A.I. et la C.N.T., à l'exception d'une partie du Paseo de Gracia et de quelques coins isolés, sont maîtresses de la ville. Les canons de Montjuich sont entre leurs mains.

La situation est dramatique. La C.N.T., victorieuse à Barcelone et dans toute la Catalogne, va-t-elle entrer en lutte contre le reste de l'Espagne gouvernementale ? Les forces policières et les brigades restées fidèles au gouvernement vont-elles entrer en bataille contre les colonnes de la C.N.T. ? La désorganisation du front, la lutte entre les différents secteurs antifascistes, c'est la victoire rapide de Franco. Tant de sacrifices consentis, tant de victimes à pleurer, pour en arriver à cette fin tragique, les militants responsables de la C.N.T. ne le veulent pas.

Ils savent que, victorieux en Catalogne, ils ne pourront pas triompher de toutes les forces gouvernementales qui disposent des armes techniques, aviation, tanks, artillerie. Ils ne veulent pas porter la responsabilité de la défaite. Des les premiers bagarres, le comité régional est allé en pourparlers avec le gouvernement catalan pour faire cesser la lutte. Un accord est conclu. Les militants de la C.N.T. nos amis Garcia Oliver, Torroja, directeur de *Solà*, en particulier, adjurent leurs camarades de quitter les barricades.

La rage au cœur, mais disciplinés, les ouvriers regagnent leur usines. Le calme va se rétablir. Le désastre que craignaient les militants de la C.N.T. n'aura pas lieu. Mais le parti communiste ne l'entend pas ainsi, tremblant de peur la veille, et ses dirigeants veulent profiter de la situation pour liquider les conquêtes de juillet 36. Des scènes ignobles se déroulent alors : des militants des Jeunesses Libératrices sont abattus dans les rues par les éléments « contrôlables » du P.S.U.C. Des permissionnaires du front trouvés porteurs d'une arme sont assassinés. C'est ainsi que notre camarade Francisco Ferrer, petit-fils de Ferrer, en convalescence à Barcelone fut abattu sur la Rambla. Les arrestations et les assassinats se multiplient. Devant de telles provocations de nouveaux les ouvriers occupent les barricades. De nouveau ils se rendent maîtres de la C.N.T.

Les militants de la C.N.T. interviennent auprès de la Généralité et demandent à leurs camarades de poser les armes ; ils se rendent compte que le parti communiste veut les acculer à une lutte générale où ils seraient vaincus. Ils ont confiance dans les masses prolétariennes, la lutte pour eux se pose ainsi : vaincre d'abord Franco et le tour de la bourgeoisie viendra ensuite.

La répression qui suivit fut féroce. Plus de 400 militants des Jeunesses Libératrices, dont le secrétaire, notre camarade Martinez furent assassinés. Les cadavres de nos ca-

marades Barbiéri et Berneri furent retrouvés quelques jours après, criblés de balles. Ils avaient été assassinés dans les locaux de la Guépéou, police « incontrôlable » du parti communiste. Domingo Ascaso fut tué pendant la lutte.

La C.N.T., volontairement, quitta le contrôle de la frontière. Cette insurrection devait déterminer la chute du gouvernement Caballero qui se refusait à réprimer selon le désir des communistes, et de Moscou.

Le gouvernement Prieto-Negrin qui devait être le « gouvernement de la victoire », se constitua. Il a été de défaite en défaite, tant du point de vue diplomatique que du point de vue militaire. Le rôle prépondérant du P.S.U.C. en Catalogne eut des effets désastreux. Les attaques contre les collectifs, la répression antiouvrière s'accrochèrent.

Le P.O.U.M. fut dissous, ses militants responsables furent arrêtés ou assassinés. La police les mèla à un complot qui ressemble singulièrement aux procès de Moscou.

Quelques mois plus tard le Conseil d'Aragon fut dissous, son président, notre camarade Joaquín Ascaso fut emprisonné, puis libéré.

Les conséquences d'une telle politique ne devaient pas se faire attendre, l'ardeur révolutionnaire des masses, facteur indispensable de la victoire se calma, le parti communiste n'y gagna que quelques postes administratifs, mais perdit toute influence sur la classe ouvrière, alors que la C. N. T. n'a cessé de progresser depuis cette époque. Au point que les responsables du 3 mai, Antonov Ovseenko, et Comolera, ont reçu leur récompense. Staline les a remerciés à sa manière, l'un est actuellement en prison en Russie attendant le coup de revolver libérateur, l'autre a perdu toute influence personnelle et est complètement discrédité.

Cette politique ignoble du parti communiste est en grande partie responsable de la situation tragique de l'Espagne ouvrière.

Le 3 mai est, et restera dans l'histoire, comme une démonstration puissante d'un prolétariat qui veut vaincre pour sa propre cause, ou mourir les armes à la main. Vaincre il le peut encore, et cela malgré les accords de Londres passés entre l'impérialisme anglais et l'impérialisme français, qui les condamnent à mort.

C'est pour ses intérêts de classe que le capitalisme international veut écraser les combattants du 19 juillet et du 3 mai, c'est pour ses intérêts de classe que le prolétariat international, et le nôtre en particulier, doit leur donner le moyen de vaincre.

RENE FREMONT.

## MAROTO EST VIVANT

Nous apprenons que notre camarade Maroto, au sujet duquel nous avions exprimé des craintes malheureusement trop fondées, n'a pas été fusillé.

C'est le seul renseignement qui nous soit parvenu. Espérons que les prochaines nouvelles seront moins laconiques et nous permettront d'être plus tranquilles sur son sort.

## A L'OCCASION DU PREMIER MAI

## La F.A.I. au prolétariat international

L'appel de la F.A.I. pour le Premier Mai, nous est parvenu après la parution du dernier numéro, trop tard par conséquent pour que nous en donnions connaissance. Nous en publions cependant les passages essentiels.

Aujourd'hui, l'attention des ouvriers du monde est concentrée sur notre tragédie. Sur notre sol se décide le sort de l'Europe. Et ce sont les travailleurs espagnols qui luttent et succombent généreusement avec la ferme conviction que de notre triomphe ou de notre échec dépend le destin du prolétariat universel.

La Révolution, les revendications du prolétariat sont aujourd'hui liées au sort de l'Espagne antifasciste. Si le fascisme triomphe ici, pour de nombreuses années l'horizon de l'Europe sera obscurci, les démocraties disparaîtront et toute possibilité de progrès social, de liberté individuelle ou collective sera écartée pour longtemps. Le monde sera submergé dans un noir abîme et les masses s'effaceront dans l'horrible anonymat des destinées pour devenir de la chair à canon et à exploitation, aveugles instruments des pouvoirs capitalistes que défend et exalte le fascio.

Par contre, si l'Espagne populaire, l'Espagne antifasciste, l'Espagne des ouvriers, des hommes à conscience libérale triomphe, une nouvelle ère de liberté positive, de socialisme progressif, d'idées démocratiques en puissance, d'aspirations libérales de plus en plus amplifiées et enrichies, commencera. Et, avec elle, la paix et le lendemain de la civilisation occidentale seront assurés.

Pour toutes ces raisons, ouvriers du monde, luttez les hommes qui chaque jour succombent en Espagne.

Le premier mai doit être la date de l'aide solidaire de l'Espagne.

Tous les travailleurs d'Europe et d'Amérique doivent convertir le symbolique anniversaire du premier mai en jour d'aide à l'Espagne. Puisque vous ne pouvez pas nous aider avec l'efficacité que vous voudriez ; puisque la lâcheté des démocraties étouffe et stérilise la passion des foules dont, en Espagne, l'attention est fixée, suspendue aux vicissitudes de la lutte, en cherchant le moyen de forcer le mur de glace diplomatique et d'indifférence bourgeoise, les intérêts créés, tissés autour du Pouvoir dans tous les pays aussi démocratiques qu'ils se dénomment ; puisque vous ne pouvez pas nous aider avec les avions, les fusils, l'armement dont nous avons besoin, ouvriers d'Europe et d'Amérique, aidez-nous d'une autre façon.

Accueillez dans vos foyers les vieillards, les femmes et les enfants évacués en France, du Nord, des Asturies et des Pyrénées Aragonaises, les combattants lutteront avec plus de tranquillité, en sachant que les membres de leur famille sont à l'abri de la misère, protégés par leurs frères de France, d'Angleterre, de Belgique, de tous les pays qui sont encore libres du joug fasciste.

Acquérez pour nous les aliments et moyens de transports indispensables à nos combattants pour avoir une mobilité nécessaire sur tous les fronts.

Aidez-nous, donnez-nous des moyens de défense, en protégeant nos frères évacués, en donnant vos foyers à nos enfants ! At-

## La banque syndicale

« Le prolétariat ne s'émancipe qu'en créant ses propres institutions ».

Dans le dernier numéro de la *Révolution Prolétarienne*, Louzon publie une remarquable esquisse de la banque syndicale que nos camarades de la C.N.T. veulent créer pour assurer l'interdépendance des collectifs et substituer le crédit socialiste gratuit au crédit capitaliste usuraire. Nous reproduisons cette étude — que, nous l'espérons, Louzon développera un jour à fond — qui intéressera tous nos lecteurs.

## LE « CREDIT GRATUIT »

Dans les articles que j'ai consacrés aux « collectivisations » d'Espagne, j'ai signalé, mais peut-être insuffisamment, que les réalisations de nos camarades espagnols étaient profondément en accord avec les idées professées sur l'organisation de la société prolétarienne par la Première Internationale, ou tout au moins par sa section française ; c'est-à-dire cet ensemble d'idées qui va du « mutualisme » au « collectivisme » (au premier sens du mot), ou, si l'on préfère des noms propres, qui va de Proudhon à Bakounine.

Un nouvel exemple, particulièrement remarquable de cet accord, va, je crois, nous être donné.

Le congrès de la C.N.T., qui s'est tenu dernièrement, a décidé la création d'une banque syndicale. C'est la réalisation d'un projet déjà ancien ; il avait fait l'objet d'un débat très important au congrès de Barcelone l'an dernier, et une étude détaillée en a été faite par le syndicat de Catalogne des Employés de banque. La banque de la C.N.T. se distinguera, par son essence même, de toutes les autres banques, aussi bien de celles fondées par des organisations ouvrières, comme la Banque des Coopératives, la Banque Ouvrière et Paysanne, etc., que des banques bourgeoises proprement dites. Au lieu de n'être en effet qu'une banque fonctionnant selon les règles capitalistes et revêtue simplement d'une étiquette ouvrière, ce sera une vraie banque ouvrière parce qu'elle fonctionnera selon le principe prolétarien fonda-

deux-nous en obligeant vos gouvernements à en finir avec la farce sanglante de la non-intervention ; aidez-nous, en substituant aux convenances diplomatiques et au froid langage des chancelleries, le feu de votre enthousiasme, avec la force de votre nombre, avec le désir de salut qui doit vous dresser face à l'ennemi contre lequel nous combattons !

Cela vous le demandent les combattants d'Espagne qui luttent et meurent sur tous les fronts de la production et de la guerre. Cela, de vous l'exigent les milliers de frères qui dorment le sommeil éternel dans la terre espagnole. Cela est le minimum que vous devez faire, ouvriers antifascistes du monde, si vous voulez nous sauver et vous sauver, si vous voulez que le fascisme soit abattu, la paix et la civilisation sauvées, l'avenir du monde ouvert aux grands principes de liberté et de justice.

Pour l'Espagne antifasciste ! A bas le fascisme !

LE COMITE PENINSULAIRE DE LA F.A.I.

## SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES ET ANARCHISTES

## Interprétation philosophique de l'histoire

Je suis persuadé que si les forces et les individualités sincèrement progressistes faisaient un examen approfondi de leurs conceptions, de leur état d'esprit et des nécessités actuelles de la lutte, bien des rapports entre certaines fractions non anarchistes et le mouvement anarchiste lui-même pourraient être changés. Et ils le seraient par un mouvement réciproque d'ample compréhension, et par le besoin historique de s'unir pour que les révolutionnaires qui défendent la dignité de l'homme et la liberté, ne soient pas battus par l'avalanche autoritaire.

Mais pour obtenir ce résultat, condition indispensable de notre survie, il faut avoir le courage de braver l'étréitesse d'esprit des uns, les intérêts des autres. Il faut surtout le courage de rejeter soixante-dix ans d'histoire, et de reprendre, dans nos théories, dans nos doctrines, dans nos aspirations, ce qui est essentiel. Puis il faut voir si les différents contenus essentiels sont plus importants que les modalités d'action qui nous ont divisés. Il faut même aller plus loin. Il faut examiner si les bases doctrinaires et les modalités d'action n'ont pas évolué, et si cette évolution, produite chez chaque tendance ou dans des courants de ces tendances, quoique ignorée des autres, n'est pas propice à un rapprochement spirituel et matériel.

Je me propose de faire cet examen dans quelques articles improvisés quant à la forme de leur développement et à leur partie documentaire, mais, je crois, suffisamment mûris quant à leur pensée fondamentale. Et je commencerai par énumérer ce qui peut rapprocher certaines tendances socialistes traditionnellement autoritaires, du socialisme libertaire. Ce qu'il est convenu d'appeler, par une définition inexacte dans son laconisme, les socialistes révolutionnaires et les anarchistes.

Trois grandes différences, dont les autres sont des conséquences, ont opposé, dès les premiers moments, les marxistes aux anarchistes (1). La première est l'interprétation philosophique de l'histoire, d'où découle la théorie sociale que l'on construit ; la deuxième est la conception tactique pré-révolutionnaire, dont l'axe est le parlementarisme.

(1) Je ne crois pas utile de remonter aux théoriciens du socialisme autoritaire qui ont précédé Marx. L'examen perdrait en clarté et en résultats positifs.

me ; la troisième, la conception tactique post-révolutionnaire, c'est-à-dire la question de l'Etat.

Il y a, entre le marxisme pur et l'anarchisme, une différence profonde sur l'appréhension des facteurs qui ont déterminé l'évolution de l'humanité. Marx et Engels ont vu, dans les formes économiques, le principal moteur de toutes les transformations politiques, religieuses, philosophiques, morales ; la lutte de classes et les révolutions, la diversité de la constitution familiale, les guerres, les structures différentes des Etats, tout a été, selon le marxisme pur, déterminé par l'évolution de la technique qui, à son tour, a modifié les formes et les rapports économiques, les besoins et la façon de les satisfaire. L'histoire ne serait que le résultat du jeu de ces forces.

Cette conception unilatérale a été acceptée, et l'est encore parce qu'elle est si simple, que ceux qui sont incapables d'embrasser l'immense variété des phénomènes vicaux peuvent ainsi s'expliquer tout sans difficulté. C'est pourquoi ce qu'on appelle le matérialisme historique (et qui n'est que « l'économisme historique », c'est-à-dire un des aspects du matérialisme, lequel comme conception philosophique est bien antérieur à Marx) compte des adeptes même parmi les anarchistes.

Mais, à mesure que les connaissances se sont développées, la plupart des hommes intelligents et cultivés parmi les socialistes, ont dû classer comme relatif et fragmentaire ce principe unique et absolu que l'autorité du maître avait fait accepter.

La connaissance de l'histoire a ouvert d'autres horizons. De plus en plus, le socialisme se nourrit aux mêmes sources que ce qui caractérise l'humanisme anarchiste. L'analyse attentive détruit la trop rapide synthèse économiste. Un militant socialiste écrivait dernièrement que le socialisme français ne se basait pas seulement sur le marxisme, mais aussi sur la Révolution française. En réalité, j'aurais la fait remonter à toute l'histoire progressive de l'humanité. Dans sa magnifique controverse avec Lafargue, il a opposé à la sécheresse dogmatique du marxisme, une pensée intégrale qui est celle de tout homme cherchant passionnément la vérité.

Mais si nous faisons le tour du monde socialiste, nous verrions partout le même phénomène. Les militants socialistes sont souvent des professeurs d'art, d'histoire, de phi-

losophie, de philologie, d'histoire naturelle, dont la discipline maîtresse, quand ils la connaissent, les oblige à arriver à la même conclusion que Bakounine :

Le communisme autoritaire... « est donc une école parfaitement respectable, ce qui ne l'empêche pas de montrer un fort mauvais caractère quelquefois, et surtout d'avoir pris pour base de ses théories un principe qui est fondamentalement faux lorsqu'on le considère sous son vrai jour, c'est-à-dire à un point de vue relatif, mais qui, envisagé et nosé d'une manière absolue, comme l'unique fondement et la source première de tous les autres principes, comme le fait cette école, devient complètement faux. » (1)

Car ils découvrent que la psychologie humaine, si vaste et si complexe, n'est que très peu influencée par les formes de l'économie ; que les influences ethniques jouent sur les formes économiques, faisant que certains peuples ayant un riche sous-sol n'aient pas d'industrie, tandis que d'autres, n'ayant pas de minéraux, sont devenus industriels. Ils voient que la volonté de puissance, comme disait Nietzsche, le désir de domination ont poussé les conquérants à former et détruire des Etats, et que l'action de ce genre d'hommes, adaptée aux époques et aux lieux, est une des plus puissantes impulsions, bonne ou mauvaise, de l'histoire. Ils voient que le sentiment religieux existe par lui-même, qu'il est un essai d'explication des faits ou des problèmes qui ont toujours tourmenté l'être pensant. Ils voient que le progrès de la technique en économie n'est que le fils de la loi de tout savoir, de tout expliquer, qui a fait naître dans l'antiquité la philosophie et la science pure, et que celle-ci existerait, à toujours existé sans que des raisons d'économie en soient l'explication suffisante, ni même plausible. Ils voient que l'art est un besoin inné de l'âme humaine, que le mode de production ne peut pas en modifier les traits essentiels correspondants à la psychologie des peuples, et qu'il est absurde de vouloir expliquer par des raisons économiques la différence profonde de chants, de danses, de sculpture, de poésie qu'accusent les races, et même les habitants de certaines régions ayant une vie semblable.

MAX STEPHEN.

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page.)

(1) Œuvres t. III, p. 10 et 11.

mental : celui de se refuser à l'exploitation de l'homme par l'homme, donc supprimer le profit, et aussi, par voie de conséquence, cette forme particulière du profit qu'est l'« intérêt ».

En effet, à l'instar de la Banque d'Echange de Proudhon, mais ayant dans les collectivités ouvrières et paysannes la base qui manquait à Proudhon et qu'il était obligé d'aller chercher chez les commerçants et industriels opérant sous le régime du profit, ce qui trahissait d'utopisme sa tentative, la banque de la C.N.T. fonctionnera sans intérêts, c'est-à-dire sans verser d'intérêts à ses déposants et sans en demander à ses emprunteurs.

Le projet du syndicat catalan des Employés de banque est même à cet égard plus radical que celui de Proudhon. Tandis que Proudhon instituait pour le paiement des frais de fonctionnement de la banque une commission forfaitaire de 1 % sur le montant de toutes les traites escomptées, nos camarades n'envisagent que l'exact remboursement des frais réellement faits, par un versement correspondant des différentes organisations adhérant à la banque et effectué proportionnellement, soit au montant des opérations faites par chacune d'elles avec la banque, soit au nombre de leurs adhérents.

Ainsi sera obtenue la suppression de l'intérêt, ainsi sera réalisé le prêt gratuit. Proposer la suppression de l'intérêt n'est que stupidité démagogique quand c'est le fait de gens comme les cléricaux-antisémites qui acceptent la légitimité du profit, car, du moment qu'on admet qu'il est légitime de tirer un profit du travail de gens qu'on exploite grâce au capital, il est absurde de refuser une part de ce profit à celui qui, en vous prêtant du capital, vous permet de réaliser du profit. Mais, du fait que précisément l'intérêt n'est autre qu'une part du profit, il doit disparaître avec lui. Maintenir l'intérêt signifierait qu'on entend maintenir le profit.

Une fois de plus nos camarades espagnols ont donc vu parfaitement juste.

A quoi servira leur banque ?

Elle aura deux fonctions essentielles (je suis toujours à l'étude du syndicat catalan des Employés de la banque) : d'une part elle fonctionnera comme une sorte de caisse de compensation générale entre les différents organismes (syndicats et collectivités) qui en seront membres, d'autre part elle effectuera les opérations que ceux-ci auront à faire avec le monde extérieur, je veux dire le monde bourgeois d'Espagne ou d'ailleurs.

Elle sera une caisse de compensation pour ses membres, non seulement en ce sens que lorsque l'un d'eux aura à effectuer un paiement à un autre, ce paiement s'effectuera par une simple opération sur les livres de la banque qui créera le compte de l'un et débitera le compte de l'autre, mais aussi en ce sens que le crédit aux uns sera fait avec les disponibilités des autres. Les adhérents devront en effet remettre à la banque la totalité de leurs encaisses (sauf ce qui est nécessaire aux menus frais quotidiens), et c'est avec les encaisses des uns que seront faits les prêts aux autres. Une solidarité financière, une véritable unité financière seront ainsi réalisées entre les syndicats et collectivités des différentes localités et corporations, compensant les inconvénients qui pourraient résulter de l'indépendance, par ailleurs nécessaire, de ces organismes. Cette banque sera un moyen de créer l'interdépendance dans l'indépendance.

En ce qui concerne les relations avec l'extérieur, la banque sera, pour ainsi dire, le mandataire général de ses adhérents. Elle se chargera de tous leurs encaissements et de tous leurs paiements. Mais ici, nos camarades de la C.N.T. vont moins loin que Proudhon. Proudhon envisageait — et c'est vraiment la seule manière de faire des crédits importants — l'émission par la banque d'échange d'une monnaie, de ses propres billets de banque, billets avec lesquels pourraient être effectués les paiements à l'extérieur, et qui seraient toujours remboursables en marchandises chez les membres de la banque.

Or, sur cette question de la monnaie, le projet de nos camarades est muet. On en devine facilement la raison. A l'époque de Proudhon, alors que le billet de banque, d'invention récente, n'avait vu son émission devenir monopole d'Etat qu'en quelques pays et peu de temps auparavant, l'idée de faire émettre des billets de banque par une autre banque qu'une banque quasi d'Etat, comme la Banque de France, n'avait rien de particulièrement révolutionnaire. Mais aujourd'hui, où l'Etat en est venu à considérer que l'émission des billets de banque est l'une de ses fonctions fondamentales, autant que la police et l'armée, formuler une telle prétention serait considéré comme attentatoire au premier chef à la souveraineté de l'Etat. On ne peut donc la formuler que si l'on est en mesure de l'imposer. La C.N.T. étant actuellement, de par le blocus de Blum et l'impérialisme de Staline, réduite à la défensive, ne peut, pour le moment, tenter d'émettre sa propre monnaie en concurrence avec celle de l'Etat. Elle se fait donc, et elle a raison.

Mais le jour où la conjoncture politique sera différente, lorsque la C.N.T. pourra faire valoir sa force, la question d'une monnaie ouvrière, c'est-à-dire d'un moyen pour la banque confédérale d'effectuer les paiements des collectivités en billets garantis par les marchandises existant dans les magasins des collectivités, sans avoir aucun besoin de la banque d'Etat, se posera nettement. De sa solution dépendra peut-être l'avenir de la Révolution prolétarienne espagnole. Le jour où sortiront les billets de la C.N.T. sera l'assurance du triomphe de la C.N.T.

Car le prolétariat ne s'émancipe pas en envoyant des délégués ou des pseudo-délégués jouer un rôle décoratif dans les conseils d'administration des banques de l'Etat bourgeois ; il ne s'émancipe qu'en créant ses propres institutions, en créant notamment ses propres instruments de crédit, sa monnaie.

Robert LOUZON.



Aucun salaire n'ayant été perdu ce 1<sup>er</sup> Mai, la C. G. T. agirait proprement en ordonnant que tous les syndiqués versent pour l'Espagne, cette semaine, leur paie d'une journée.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II\*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

## Leur point de vue

Tout pour l'Espagne ! avons-nous dit encore la semaine dernière. C'est le point de vue également des militants de notre S.I.A. Il n'y a d'ailleurs qu'à les lire pour s'en convaincre tout à fait.

Du camarade Thion, de Longjumeau :

Je croyais être seul à pouvoir aider votre S. I. A. mais voilà que je trouve des concours attendus. Votre franc-parler, votre attitude m'ont plu. Je vous envoie des timbres et des cartes. C. N. T. et de la F. A. I. qui ont les sympathies des vrais révolutionnaires. Envoyez-moi à nouveau des cartes, des timbres, je s'en méritais. Je n'en aurai pas trop, mais j'en aurai pour un très bon usage.

Du camarade Jean Leconte, de Miramont (Gironde) :

Je vais faire mon possible pour mettre sur pied un centre de ravitaillement de la S. I. A. et agir comme les camarades de Brest : j'espère avoir le même succès. Adressez-moi du matériel de propagande en assez nombreuse quantité.

Du camarade Casier, de Narbonne :

Je vous demande de vouloir m'envoyer 50 cartes, 15 timbres, ainsi que 50 insignes. Pour le matériel que vous m'avez fait parvenir dernièrement, je vous en expédierai le montant des que les camarades des villages me régleront. Avez-vous encore des affiches, il m'en faudrait d'autres.

Du camarade Roussel, section d'Amiens :

Je vous règle une liste de souscription de 87 fr. ainsi que des timbres et des cartes ce qui donne à ce jour : 130 cartes payées et 500 timbres.

Du camarade Baril, de Beauvais :

Ci-joint 160 francs pour souscription, vente de cartes, timbres et brochures. Faites-moi tenir au plus vite tout le matériel de propagande que vous aurez à diffuser, surtout des affiches.

Du camarade Capacès, à Salies-du-Salut (Haute-Garonne) :

Deux mots pour vous dire que, malgré les difficultés, nous avons réussi à former une section S. I. A. J'espère que nous arriverons à être plus nombreux, puisque, les événements s'aggravant, il nous faut être plus forts pour soutenir nos camarades espagnols. Complétez sur nous pour agir.

De Bezombes, à Carcassonne :

Je vous envoie un mandat de 500 fr. en règlement de cartes et timbres. J'ai été malade mais ça va mieux et je vais me mettre à l'œuvre pour nos camarades d'Espagne.

Du camarade Froizal, de Dampierre :

Si les vaillants antifascistes espagnols avaient toujours eu des défenseurs comme vous ils n'en seraient pas où ils en sont, car la solidarité se serait faite plus active pour les aider. Votre dernière affiche, signée par des militants syndicalistes, m'a beaucoup facilité le recrutement pour S. I. A. Votre modestie, le fait de ne pas vous mettre en titre sur cette affiche vous amènera en général beaucoup d'adhérents si j'en juge par ce que se passe dans mon coin.

Du copain Lefebvre, à La Grand-Combe :

J'ai reçu les affiches que je vais faire apposer. Je vous envoie 252 francs provenant des cotisations de la section. Faites-moi parvenir une dizaine de listes de souscription. Nous organiserons nos collectes les jours de marché et à la sortie des mineurs les jours de paie. Pour les combattants espagnols personne ne rechigne à verser.

De plusieurs camarades de Bordeaux, du copain Sanchez entre autres :

Bien sûr que nous allons coller les affiches, comme précédemment d'ailleurs. Aujourd'hui comme hier, nous vous déclarons : Oui, l'œuvre de la S. I. A. est indispensable, indispensable. Elle est plus indispensable maintenant que jamais, parce que notre ennemi commun se montre plus menaçant d'heure en heure. Pour la cause antifasciste espagnole et pour la S. I. A. nous faisons ici tout notre possible.

De Lozano, de Dorignies :

Je vous envoie une liste de souscription de 201 fr. 55. La quinzaine prochaine ce sera plus fort.

Du camarade Druhon, de Montluçon :

Vous avez dix fois, cent fois raison à S.I.A. et j'en suis bien sûr de vous bouter au début. Envoyez-moi du matériel : je vais me dépenser beaucoup, j'ai tellement perdu de temps.

Du camarade Casagrandi, de Chercell (Algérie) :

Je vous adresse 115 fr. montant de 100 timbres et de 25 brochures. Il me reste plus de cartes et j'espère en placer encore. Il faut donc m'envoyer d'autres, des timbres également. Les affiches ont été collées.

Du camarade Romuald, à Dernaucourt (Somme) :

Vous trouverez ci-joint le produit d'une collecte, soit 220 fr. et 140 francs de cartes et timbres. Envoyez-moi quelques listes de souscription, ainsi que des tracts. Les socialistes me donnent un sérieux coup de main. Mais les communistes, à quelques exceptions près, nous tiennent sans cesse dans le dos.

Du camarade Somazzi, à Salon (Bouches-du-Rhône) :

Je vous adresse le montant des dernières 30 cartes, de la souscription, des papillons et des brochures. Faites-moi parvenir encore 30 cartes, j'arriverai bien à les placer.

Du camarade Durand, de Philippeville :

Je vous fais parvenir une somme de 200 francs à valoir sur le matériel que vous m'avez envoyé. Notre section marche doucement car nous rencontrons une lourde campagne de nos camarades communistes. Cependant nous sommes loin d'être découragés. Nous avons actuellement 210 cartes de places. A la prochaine assemblée nous allons prendre des dispositions pour intensifier notre propagande.

Des J.E.U.N.E.S., de Marseille :

Répondant à vos appels parus dans la page de la S. I. A. je vous adresse sous pli la somme de 270 francs, réunie par quelques camarades de l'équipe J. E. U. N. E. S., en faveur des antifascistes espagnols.

Du camarade Loyal, de Reims :

Je vous envoie, par l'intermédiaire de ce toujours dévoué camarade Dhooche, une caisse de vivres collectée parmi quelques commerçants et comptée par nous. Je joins également 50 francs pour timbres et cartes. Les politiciens empêchent, ici, le développement de notre section. On peut dire que le Front populaire a chloroformé la classe ouvrière et tué la révolution espagnole.

Du camarade Guillen, à Isle-sur-Sorgue (Vaucluse) :

Je vous envoie 503 francs pour une liste de souscription de 50 francs et le reste représentant 91 adhésions à la S. I. A. Nous allons faire tout le possible pour augmenter le nombre des adhérents de notre section.

Des camarades de Carpentras, si actifs :

Vous avez dû recevoir un colis de 20 kilos de lait condensé et vêtements ; aujourd'hui nous vous en envoyons un autre de 15 kilos pour vous aider à remplir vos cartons. Vous recevrez un mandat de 500 fr., 400 des femmes espagnoles et 100 du produit des cartes. Vu les moments d'extrême gravité que traverse le peuple espagnol nous devons lui mettre en œuvre : intensifier notre solidarité et secourir le peuple de France qui laisse tomber celui d'Espagne.

Le droit d'asile est mort

Nous le ressusciterons

Le gouvernement Daladier, issu du Front Populaire, avait besoin des pleins pouvoirs afin, disait-il, de travailler sérieusement au relèvement financier de la France. Il les obtint par un vote unanime des Chambres, les parlementaires communistes et socialistes ayant mêlés leurs bulletins à ceux des pires réactionnaires.

Les résultats d'un pareil vote ne devaient pas se faire attendre longtemps. Et — sous prétexte sans doute de sauver la France du marasme économique — le satrape Sarraut vient de présenter à l'acceptation de ses complices du ministère un projet qui fera la honte de ce pays.

Un décret-loi, en effet, vient d'être promulgué qui annule ce qui restait encore du droit d'asile. S'il n'était pas rapporté, l'existence ne serait plus possible aux réfugiés politiques. Ceux-ci n'auraient le choix qu'entre le camp de concentration ou le suicide, qu'entre la vie sans dignité ou la mort.

D'après ce décret-loi, une certaine catégorie de proscrits — notre cher Berneri aurait été de ceux-là — ne pourront résider en France qu'en subissant le régime des condamnés de droit commun interdits de séjour.

D'après ce décret-loi, un réfugié politique qui aura été expulsé de France une fois, et que la pauvre vie inexorable du militant l'y ramènera, encourra une peine d'emprisonnement de 1 an à 3 ans.

D'après ce décret-loi, toute personne qui aura donné asile à un proscrit politique risque de s'entendre condamner à une année d'emprisonnement.

C'est là une législation des plus scélérates. Elle fait pâir celle qui donna le jour aux lois de 1893-1894.

C'est une législation qui couvre d'opprobres les odieux politiciens qui l'ont imaginée.

C'est le bouquet du Front Populaire. C'est la grande ignominie de son règne.

Jamais depuis l'avènement de la République, une loi aussi abominable n'avait été conçue contre la liberté individuelle ; jamais des sanctions aussi inhumaines n'avaient été prises pour réduire des hommes déjà si malheureux.

Un gouvernement de Front Populaire, une Chambre de Front Populaire, un pays de Front Populaire, nous font regretter, par cette inimmuable saloperie, les époques de pire réaction. Après avoir trahi les antifascistes qui luttent en Espagne, voilà qu'ils assènent le coup de grâce aux antifascistes vaincus des Etats totalitaires.

Mais laisserons-nous consommer semblable crime ?

Non !

L'infamie décret-loi sera abrogé. Le droit d'asile sera appliqué à nouveau sans aucune restriction.

Nous en prenons l'engagement.

Mais que chacun se serre autour de nous, « Français » et « étrangers », car le moment est grave.

Solidarité Internationale Antifasciste.

LA TOURNÉE EN ALGÉRIE

Elle a commencé le mardi 3 mai, à Alger-Belcourt, le mercredi 4 à Cherchell, le jeudi 5 à Marengo, le vendredi 6 à Blida. Elle se poursuit par :

ALGER (Centre), le dimanche 8 mai ;

ALGER (toute la banlieue), du 9 au 14 mai ;

ORAN (département), du 16 au 22 mai.

LES REGIONS DU SERSOU ET DU CHELIF du 23 au 28 mai ;

CONSTANTINE (département) du 30 mai au 4 juin ;

LA KABYLIE, du 6 au 10 juin.

Les camarades des régions parcourues qui désireraient qu'une réunion soit effectuée dans leur localité sont priés de se mettre d'urgence en rapport avec le secrétariat de la S.I.A. Nord-Africaine, 6, rue Lacanaud, Alger.

Ouvrages sur l'Espagne

Œuvres recommandées

Estampes de la Révolution espagnole (superbes aquarelles de Sim) 10 »

Dans la Tourmente (activité de la F.A.I. et la C.N.T. dans la lutte) 12 »

Durruti. Sa vie, sa mort 5 »

Mussolini à la conquête des Baléares (nombreuses reproductions documentaires) par Camille Berneri 10 »

49 juillet 1936. — La guerre civile, la reconstruction sociale (documents photographiques) 5 »

Attila en Galicie. — Estampes de Castelnau 5 »

Almanach « Antifasciste » 1938. Nombreuses illustrations et biographies des révolutionnaires d'Espagne 40 »

Majorque sous la terreur fasciste, par Perez (brochure) 4 »

Durruti (brochure) 4 »

S.I.A., son but, sa ligne de conduite 0 60

Tous ces ouvrages sont expédiés franco, moyennant un supplément de 10 %.

Adresser commandes et fonds à notre siège, 26, rue de Crussol, Paris-11

Le droit d'asile est mort

Nous le ressusciterons

Le gouvernement Daladier, issu du Front Populaire, avait besoin des pleins pouvoirs afin, disait-il, de travailler sérieusement au relèvement financier de la France. Il les obtint par un vote unanime des Chambres, les parlementaires communistes et socialistes ayant mêlés leurs bulletins à ceux des pires réactionnaires.

Les résultats d'un pareil vote ne devaient pas se faire attendre longtemps. Et — sous prétexte sans doute de sauver la France du marasme économique — le satrape Sarraut vient de présenter à l'acceptation de ses complices du ministère un projet qui fera la honte de ce pays.

Un décret-loi, en effet, vient d'être promulgué qui annule ce qui restait encore du droit d'asile. S'il n'était pas rapporté, l'existence ne serait plus possible aux réfugiés politiques. Ceux-ci n'auraient le choix qu'entre le camp de concentration ou le suicide, qu'entre la vie sans dignité ou la mort.

D'après ce décret-loi, une certaine catégorie de proscrits — notre cher Berneri aurait été de ceux-là — ne pourront résider en France qu'en subissant le régime des condamnés de droit commun interdits de séjour.

D'après ce décret-loi, un réfugié politique qui aura été expulsé de France une fois, et que la pauvre vie inexorable du militant l'y ramènera, encourra une peine d'emprisonnement de 1 an à 3 ans.

D'après ce décret-loi, toute personne qui aura donné asile à un proscrit politique risque de s'entendre condamner à une année d'emprisonnement.

C'est là une législation des plus scélérates. Elle fait pâir celle qui donna le jour aux lois de 1893-1894.

C'est une législation qui couvre d'opprobres les odieux politiciens qui l'ont imaginée.

C'est le bouquet du Front Populaire. C'est la grande ignominie de son règne.

Jamais depuis l'avènement de la République, une loi aussi abominable n'avait été conçue contre la liberté individuelle ; jamais des sanctions aussi inhumaines n'avaient été prises pour réduire des hommes déjà si malheureux.

Un gouvernement de Front Populaire, une Chambre de Front Populaire, un pays de Front Populaire, nous font regretter, par cette inimmuable saloperie, les époques de pire réaction. Après avoir trahi les antifascistes qui luttent en Espagne, voilà qu'ils assènent le coup de grâce aux antifascistes vaincus des Etats totalitaires.

Mais laisserons-nous consommer semblable crime ?

Non !

L'infamie décret-loi sera abrogé. Le droit d'asile sera appliqué à nouveau sans aucune restriction.

Nous en prenons l'engagement.

Mais que chacun se serre autour de nous, « Français » et « étrangers », car le moment est grave.

Solidarité Internationale Antifasciste.

LA TOURNÉE EN ALGÉRIE

Elle a commencé le mardi 3 mai, à Alger-Belcourt, le mercredi 4 à Cherchell, le jeudi 5 à Marengo, le vendredi 6 à Blida. Elle se poursuit par :

ALGER (Centre), le dimanche 8 mai ;

ALGER (toute la banlieue), du 9 au 14 mai ;

ORAN (département), du 16 au 22 mai.

LES REGIONS DU SERSOU ET DU CHELIF du 23 au 28 mai ;

CONSTANTINE (département) du 30 mai au 4 juin ;

LA KABYLIE, du 6 au 10 juin.

Les camarades des régions parcourues qui désireraient qu'une réunion soit effectuée dans leur localité sont priés de se mettre d'urgence en rapport avec le secrétariat de la S.I.A. Nord-Africaine, 6, rue Lacanaud, Alger.

## Le droit d'asile est mort

## Nous le ressusciterons

Le gouvernement Daladier, issu du Front Populaire, avait besoin des pleins pouvoirs afin, disait-il, de travailler sérieusement au relèvement financier de la France. Il les obtint par un vote unanime des Chambres, les parlementaires communistes et socialistes ayant mêlés leurs bulletins à ceux des pires réactionnaires.

Les résultats d'un pareil vote ne devaient pas se faire attendre longtemps. Et — sous prétexte sans doute de sauver la France du marasme économique — le satrape Sarraut vient de présenter à l'acceptation de ses complices du ministère un projet qui fera la honte de ce pays.

Un décret-loi, en effet, vient d'être promulgué qui annule ce qui restait encore du droit d'asile. S'il n'était pas rapporté, l'existence ne serait plus possible aux réfugiés politiques. Ceux-ci n'auraient le choix qu'entre le camp de concentration ou le suicide, qu'entre la vie sans dignité ou la mort.

D'après ce décret-loi, une certaine catégorie de proscrits — notre cher Berneri aurait été de ceux-là — ne pourront résider en France qu'en subissant le régime des condamnés de droit commun interdits de séjour.

D'après ce décret-loi, un réfugié politique qui aura été expulsé de France une fois, et que la pauvre vie inexorable du militant l'y ramènera, encourra une peine d'emprisonnement de 1 an à 3 ans.

D'après ce décret-loi, toute personne qui aura donné asile à un proscrit politique risque de s'entendre condamner à une année d'emprisonnement.

C'est là une législation des plus scélérates. Elle fait pâir celle qui donna le jour aux lois de 1893-1894.

C'est une législation qui couvre d'opprobres les odieux politiciens qui l'ont imaginée.

C'est le bouquet du Front Populaire. C'est la grande ignominie de son règne.

Jamais depuis l'avènement de la République, une loi aussi abominable n'avait été conçue contre la liberté individuelle ; jamais des sanctions aussi inhumaines n'avaient été prises pour réduire des hommes déjà si malheureux.

Un gouvernement de Front Populaire, une Chambre de Front Populaire, un pays de Front Populaire, nous font regretter, par cette inimmuable saloperie, les époques de pire réaction. Après avoir trahi les antifascistes qui luttent en Espagne, voilà qu'ils assènent le coup de grâce aux antifascistes vaincus des Etats totalitaires.

Mais laisserons-nous consommer semblable crime ?

Non !

L'infamie décret-loi sera abrogé. Le droit d'asile sera appliqué à nouveau sans aucune restriction.

Nous en prenons l'engagement.

Mais que chacun se serre autour de nous, « Français » et « étrangers », car le moment est grave.

Solidarité Internationale Antifasciste.

LA TOURNÉE EN ALGÉRIE

Elle a commencé le mardi 3 mai, à Alger-Belcourt, le mercredi 4 à Cherchell, le jeudi 5 à Marengo, le vendredi 6 à Blida. Elle se poursuit par :

ALGER (Centre), le dimanche 8 mai ;

ALGER (toute la banlieue), du 9 au 14 mai ;

ORAN (département), du 16 au 22 mai.

LES REGIONS DU SERSOU ET DU CHELIF du 23 au 28 mai ;

CONSTANTINE (département) du 30 mai au 4 juin ;

LA KABYLIE, du 6 au 10 juin.

Les camarades des régions parcourues qui désireraient qu'une réunion soit effectuée dans leur localité sont priés de se mettre d'urgence en rapport avec le secrétariat de la S.I.A. Nord-Africaine, 6, rue Lacanaud, Alger.

Ouvrages sur l'Espagne

Œuvres recommandées

Estampes de la Révolution espagnole (superbes aquarelles de Sim) 10 »

Dans la Tourmente (activité de la F.A.I. et la C.N.T. dans la lutte) 12 »

Durruti. Sa vie, sa mort 5 »

Mussolini à la conquête des Baléares (nombreuses reproductions documentaires) par Camille Berneri 10 »

49 juillet 1936. — La guerre civile, la reconstruction sociale (documents photographiques) 5 »

Attila en Galicie. — Estampes de Castelnau 5 »

Almanach « Antifasciste » 1938. Nombreuses illustrations et biographies des révolutionnaires d'Espagne 40 »

Majorque sous la terreur fasciste, par Perez (brochure) 4 »

Durruti (brochure) 4 »

S.I.A., son but, sa ligne de conduite 0 60

Tous ces ouvrages sont expédiés franco, moyennant un supplément de 10 %.

Adresser commandes et fonds à notre siège, 26, rue de Crussol, Paris-11

Le droit d'asile est mort

Nous le ressusciterons

Le gouvernement Daladier, issu du Front Populaire, avait besoin des pleins pouvoirs afin, disait-il, de travailler sérieusement au relèvement financier de la France. Il les obtint par un vote unanime des Chambres, les parlementaires communistes et socialistes ayant mêlés leurs bulletins à ceux des pires réactionnaires.

Les résultats d'un pareil vote ne devaient pas se faire attendre longtemps. Et — sous prétexte sans doute de sauver la France du marasme économique — le satrape Sarraut vient de présenter à l'acceptation de ses complices du ministère un projet qui fera la honte de ce pays.

Un décret-loi, en effet, vient d'être promulgué qui annule ce qui restait encore du droit d'asile. S'il n'était pas rapporté, l'existence ne serait plus possible aux réfugiés politiques. Ceux-ci n'auraient le choix qu'entre le camp de concentration ou le suicide, qu'entre la vie sans dignité ou la mort.

D'après ce décret-loi, une certaine catégorie de proscrits — notre cher Berneri aurait été de ceux-là — ne pourront résider en France qu'en subissant le régime des condamnés de droit commun interdits de séjour.

D'après ce décret-loi, un réfugié politique qui aura été expulsé de France une fois, et que la pauvre vie inexorable du militant l'y ramènera, encourra une peine d'emprisonnement de 1 an à 3 ans.

D'après ce décret-loi, toute personne qui aura donné asile à un proscrit politique risque de s'entendre condamner à une année d'emprisonnement.

C'est là une législation des plus scélérates. Elle fait pâir celle qui donna le jour aux lois de 1893-1894.

C'est une législation qui couvre d'opprobres les odieux politiciens qui l'ont imaginée.

C'est le bouquet du Front Populaire. C'est la grande ignominie de son règne.

Jamais depuis l'avènement de la République, une loi aussi abominable n'avait été conçue contre la liberté individuelle ; jamais des sanctions aussi inhumaines n'avaient été prises pour réduire des hommes déjà si malheureux.

Un gouvernement de Front Populaire, une Chambre de Front Populaire, un pays de Front Populaire, nous font regretter, par cette inimmuable saloperie, les époques de pire réaction. Après avoir trahi les antifascistes qui luttent en Espagne, voilà qu'ils assènent le coup de grâce aux antifascistes vaincus des Etats totalitaires.

Mais laisserons-nous consommer semblable crime ?

Non !

L'infamie décret-loi sera abrogé. Le droit d'asile sera appliqué à nouveau sans aucune restriction.

Nous en prenons l'engagement.

Mais que chacun se serre autour de nous, « Français » et « étrangers », car le moment est grave.

Solidarité Internationale Antifasciste.

LA TOURNÉE EN ALGÉRIE

Elle a commencé le mardi 3 mai, à Alger-Belcourt, le mercredi 4 à Cherchell, le jeudi 5 à Marengo, le vendredi 6 à Blida. Elle se poursuit par :

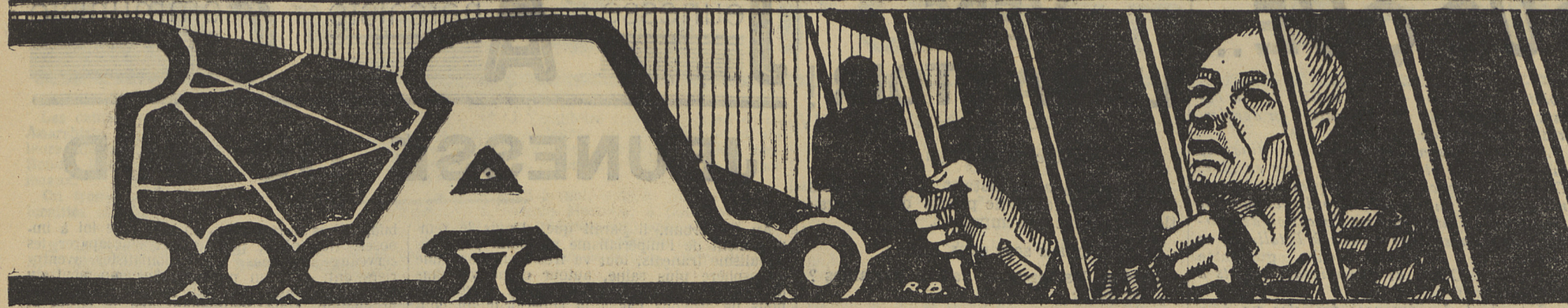
ALGER (Centre), le dimanche 8 mai ;

ALGER (toute la banlieue), du 9 au 14 mai ;

ORAN (département), du 16 au 22 mai.

LES REGIONS DU SERSOU ET DU CHELIF du 23 au 28 mai





SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

## La ayuda Internacional

Hemos publicado en el número anterior un elocuente llamamiento hecho por la sección española de la S. I. A. a fin de concitar una ayuda más decidida para con la España antifascista. En este llamamiento, retenemos una cosa que tiene, a juicio nuestro, un valor indudable, no tanto por la eficacia que pueda rendir su enunciación en tan breves líneas, sino por la postura que implica.

La sección española de la S.I.A. declara que se dirige a los pueblos, y no a los Estados ni a los gobiernos, porque éstos son insensibles al dolor de España, o son cómplices de los atacantes, aun cuando se llamen demócratas.

Esta actitud es la única sensata, la única que debería haberse tomado desde hace tiempo, o que debería haberse puesto en primer lugar.

Es, en efecto, una candidez, para no decir más, esperar que los gobiernos, por demócratas o autócratas, no son necios. Ellos saben perfectamente tomar una posición a pesar de las apariencias. No les importa que sea únicamente el Estado, o los sindicatos, o las colectivizaciones industriales y agrarias los que eliminen el actual sistema de explotación del hombre por el hombre.

Ven el hecho de la expropiación, y no lo quieren, porque esto representaría el peligro de que un nuevo concepto de la organización social se propagase a los pueblos, revelando lo trasnochado de tantos puntos de vista.

Es a los pueblos a los cuales debía haberse dirigido la propaganda. A los pueblos, moviéndoles a la acción, para que ejercieran sobre los gobiernos la presión necesaria. Los pobres diablos que creyeron, mediante conversaciones particulares, convencer a Blum y a los demás prohombres de la política de éste y otros países, han engañado, por insuficiencia mental, a los que depositaron en ellos su confianza.

Si se hubiese sabido tomar este camino desde el principio, tal vez la situación sería hoy distinta. En todo caso, era la única forma de lograr algo. El « acierto » de la táctica diplomática se está viendo.

Tenemos ahora un poco de esperanza ante lo que están haciendo las Trade-Unions inglesas. Se ha podido leer en la prensa que en una conferencia recientemente celebrada en Londres, asistieron más de mil delegados representantes de toda clase de entidades, incluso de ciertas tendencias conservadoras. Al mismo tiempo, varias entidades sindicales, entre las cuales la Federación local de sindicatos ingleses y la de los metalúrgicos, han manifestado su voluntad de acción. Esta última, sobre todo, ha declarado estar dispuesta a intensificar la fabricación de armamentos, a condición de que se abastezca a la España republicana.

Ahora, los delegados de la Federación minera de Gran Bretaña acaban de decidir por unanimidad la celebración de una reunión extraordinaria de las Trade Unions, « a fin de obligar al gobierno a modificar su política exterior, especialmente en lo que se refiere a la no-intervención. »

La resolución adoptada protesta igualmente contra la actitud tomada por el gobierno para con nosotros, y lo hace en términos muy enérgicos.

Lo que más nos interesa, es esta decisión de entrar en el terreno de

la presión directa para «obligar» a que se cambie de actitud.

Esto y los demás medios propugnados en el manifiesto de que hablamos al principio de este artículo, constituyen nuestra única tabla de salvación.

Sólo el apoyo del proletariado puede salvarnos. Entre el fascismo y una semi-revolución, las naciones capitalistas preferirán siempre al fascismo. El argumento del peligro que representa el establecimiento de fuerzas extranjeras enemigas sobre sus fronteras podía mover a determinados sectores de la opinión patriótica, a patriotería, a apoyarnos circunstancialmente. Pero los banqueros ingleses esperan adueñarse de la situación española después del triunfo de Franco. Y no temen la amenaza.

Se sabe que el patriotismo es cosa más que relativa en las clases privilegiadas. Preferirán siempre someterse por cierto tiempo a otras naciones antes que ser desalojadas por el pueblo, y desaparecer del mapa social. Incluso los que piensan en las fronteras piensan también en estorbo, y constituyen, de cualquier modo, una minoría.

La acción del proletariado. Si se la hubiera provocado, internacionalmente, desde los primeros momentos, si se hubiese procurado reunir a las fuerzas obreras e intelectuales antifascistas libres, sin duda los resultados serían más positivos. La « habilidad diplomática » no podía, no puede más que hacer reír a nuestros enemigos y dejarles la libertad de ahogarnos, con diplomacia y sin ella.

## Antifascismo dudoso

Los que, desde hace varios meses, se han puesto a combatir la S. I. A. francesa, le mismo de la acción de los Comités antifascistas españoles constituidos en este país, pero independientes de la tutela de Moscú, siguen su labor.

Según babeando, insultando, calumniando. No es de extrañar, porque ni el olmo da peras, ni el sapo distila perfume de rosa. Pero no deja de ser triste, y más que triste, innoble, que en tales circunstancias, cuando la situación española es tan grave, no se sepa arriar la bandera del partidismo, y se ponga ante todos los intereses mezquinos de banderías.

El pasado número de este periódico, se ha podido leer, en la página francesa, que para la celebración de un congreso del Socorro Rojo, los estalinianos españoles habían anunciado la participación de militantes destacados de la C.N.T. : Vázquez, Antona, Federica Montseny entre otros.

Si esos militantes libertarios hubiesen asistido, esto habría servido de argumentos a los que aquí afirman que la C.N.T. está en desacuerdo con la S.I.A., a fin de debilitar a esta entidad.

Pero ¿por qué se obstinan en debilitarla así? ¿Por qué combaten su labor? ¿Por qué la calumnian, afirmando que no cuenta con el apoyo de los hombres que la patrocinan, que no cuenta con la adhesión de la C.N.T. y de la F.A.I., que los que la patrocinan son unos reaccionarios, y en fin, que nos comemos el dinero, que llega en forma de suscripción, o de cuotas?

¿Por qué tantas mentiras y falsedades? ¿Por qué seguir arrancando los carteles, como el último que ha sido pegado con la firma de tantas personalidades del movimiento sindical francés? ¿Por qué sabotear todo lo que no sea la propia obra?

Porque, pese a cuanto se diga, no se siente la causa de España, porque únicamente ella sirve de banderín de enganche, porque sólo preocupa, a través de la ayuda aportada con bombos y platillos, hacerse cartel para ganar elecciones, conquistar a los tonos, robustecer la propia posición a costa de los demás.

La ayuda a España es un pretexto. Sólo se quiere explotar el sentimiento popular hacia la causa antifascista española para fines de partido. Ya lo sabemos, pero es necesario repetirlo. Que vayan informándose los que aún tienen puesta la venda en los ojos.

## Notas desde España

### LOS « NECESITADOS »

Ciertamente me parece muy bien lo que está haciendo la S.I.A. Lo he apoyado en este periódico desde mis primeros artículos; y creo que todo el mundo deber seguir apoyándolo. Nunca se recomendará bastante, a los antifascistas de todos los países, aportar su concurso a esta institución cuya utilidad se ha revelado por la amplitud formidable que ha tomado su desarrollo.

Con todo hay ciertas cosas que no debería hacer. No quiero decir que podamos reprocharle que las haga, muy al contrario. Pero podemos reprocharlo a quienes tienen en manos la situación de España, y se han impuesto a todo el mundo, en calidad de gobernantes, « para mejor ordenar el país y asegurar la victoria ».

Nos parece bien, incluso indispensable, que S.I.A. y otras orga-

crificios. El mantenimiento de las clases sociales es uno de los obstáculos más grandes de la victoria, porque enfra el entusiasmo del pueblo, pese a lo que se dice en los discursos oficiales. No son las palabras elocuentes que pueden animar al combate a la gran masa de los combatientes. Son los hechos. Es la seguridad de que se lucha por un poco más de justicia, de justicia verdadera, en los hechos, no de derechos teóricos que nada son con relación al hambre cotidiana.

El mantenimiento de la desigualdad social no augura nada bueno. Sobre todo después de veintidós meses de combates. Pues, aun en la guerra pasada, sin derrocar privilegios fundamentales, los Estados capitalistas supieron raciocinar a todos por igual, y en Francia, en Alemania, en Austria, etc., nadie podía comer más que otro.

## Primero de Mayo

Y es el segundo Primero de Mayo que ha vivido la España antifascista. Ya es algo. Si mañana tuviéramos la desgracia de perder, por lo menos podríamos decir que la victoria habría sido difícil al enemigo. Dos primeros de Mayo. Llegaremos pronto a dos primeros 19 de julio. Tendremos ya dos años de lucha, de resistencia porfiada. Caso único de oposición al fascismo. Ejemplo para los otros pueblos. Demostración de que España no está hecha para este régimen. Vindicación ante la historia. Acusación terrible contra los verdugos de nuestro pueblo. Obstáculo moral y material que les impedirá ufanarse de su triunfo, y sobre todo asegurarlo por completo.

Celebraremos nosotros este Primero de Mayo luchando. Lo celebraremos como quisieron siempre los que no se vendieron en las potencias del capital, los que no se encanagaron en el pantano de la política, los que no hicieron de la lucha social un pretexto para asegurarse situaciones de privilegio.

Desde Extremadura al Norte de Cataluña, sobre dos mil kilómetros de frente, manejando el fusil, la ametralladora, el cañón, la bomba, el mortero, el avión, la pistola, la dinamita, la bayoneta, y surcando nuestros mares los barcos de guerra, celebraremos el Primero de Mayo en pleno combate por la libertad, por la independencia, por la emancipación del proletariado, por la derrota de las fuerzas del oscurantismo.

Jamás ningún Primero de Mayo se ha celebrado en esta forma, a no ser el que ya pasamos idénticamente el año fenecido. Estamos lejos de las charangas, de las jiras campesines, de los bailes, de todas las comedias y los sainetes que los que siempre tuvieron interés en castrar al proletario le hacían representar.

Afortunadamente, estos castradores no pudieron imponerse en España, si no, nuestro pueblo se habría entregado mansamente a Franco como el pueblo alemán se entregó a Hitler, o habría resistido sin empuje suficiente, como hizo el pueblo italiano contra las hordas de Mussolini.

Hemos resistido. Hemos tomado la ofensiva. Y podremos tener el orgullo de decir mañana que si somos vencidos, no será por el fascismo español, sino por la reacción internacional, hipócrita o cínica de unos y de otros.

Vivimos este Primero de Mayo en pleno fervor de combate. El pueblo hispano lo glorifica, lo santifica. Glorifica y santifica incluso más que esa fecha. Glorifica y santifica los años 1937-1938, mucho más de lo que habían hecho en la historia las masas de 1848 y de 1871, que, aun vencidas, trazaron rumbos e hicieron, de la llama de su sacrificio, un faro que iluminó a las nuevas generaciones.

La fecha proletaria conserva entre nosotros, agigantado, todo su significado. Este significado aumentará, gracias a la España en lucha, cuanto más tiempo pase.

nizaciones parecidas procuren aportar la ayuda material, moral, política necesaria para robustecer la vanguardia y la retaguardia. Pero debería ser la ayuda que falta por las condiciones generales, inevitables, creadas por la guerra.

No es así todo. Hay, en la España leal, familias, más necesitadas unas que otras, gente que carece de recursos que no faltan a los demás. Y estas familias, estas gentes acuden a las organizaciones de solidaridad que las ayudan como pueden, y hacen bien al ayudarlas.

Pero, no podemos menos que preguntar, y se pregunta con nosotros la mayoría de la población española : ¿ por qué ha de haber, cuando ganar la guerra interesa a todo el mundo por igual, privilegios ? ¿ Por qué han de poder obtener unos, que casi siempre son los que menos trabajan y han trabajado, víveres, productos que los que casi siempre más han trabajado y se sacrifican en esta guerra cruel, no reciben ?

En momentos tan graves, no debería haber desigualdad en el sa-

ni mejor, por mucho dinero que tuviera.

Deberían tenerlo en cuenta los gobernantes de una República « de trabajadores », que nos prometen « para mañana » más libertad y más justicia. La organización de este racionamiento debería haberse hecho desde las primeras semanas de la lucha, y no haber procedido a ella es una de las causas de la falta de alimentos en ciertas partes del país. Pero ha sido al mismo tiempo una causa de desorden. Grave es la responsabilidad de los que, pudiéndolo, no lo hicieron.

No debe haber ya familias « necesitadas », inválidos de guerra sin poder conseguir lo que obtienen señores de buena posición que no han hecho otra cosa que esconderse bajo distintas etiquetas antifascistas.

Muchos son los factores que han de permitir ganar o perder la guerra. Uno de ellos es la satisfacción que se puede dar al pueblo, el cual reclama, en justicia, que la necesidad, si ha de haberla, sea para todos igual, lo mismo que todos los sacrificios.

Antifascista.

## El cerco a España y la S. I. A.

Las conversaciones de Londres han terminado. El gobierno francés y el gobierno inglés han llegado a un acuerdo que es comentado en todas las cancillerías, en toda la prensa internacional.

Se ha resuscitado, más fuerte que nunca, la « entente cordiale ». Más fuerte, porque se llega a establecer acuerdos militares que se han de aplicar inmediatamente, por medio de la combinación de esfuerzos entre Francia e Inglaterra. Las opiniones generales coinciden en que esta alianza evitará un ataque de Alemania, que encontraría frente a sí al poderoso bloque franco-inglés, al cual se añadirían, es indudable, Rusia y los Estados Unidos.

Pero se han olvidado ciertas cosas. Entra ellas, la cuestión de China, de Checoslovaquia, y de España. Esto se deja al margen. Para esas grandes naciones, las pequeñas, o las más rezagadas no cuentan. Tienen derecho a ser sacrificadas en la boca de los enemigos a los cuales es preciso dar un hueso, o la carne ajena para que pierdan las ganas de prenderse a la propia.

En el reciente pacto italo-inglés, ya el sacrificio de España era una cosa visible. Inglaterra dejaba a Mussolini las manos libres en la península ibérica. Se las dejaba por dos razones : porque tiene interés en que vaya desgastando, y arruine cada vez más a su país, con los gastos que la campaña lo ocasiona. Y porque es preciso darle esta satisfacción para que él haga e su vez concesiones a la Albión destentada que se ve amenazada en el Mediterráneo.

Ahora ha venido ratificar esta posición el pacto franco-inglés. Chamberlain, amigo y cofrade de los banqueros ingleses, no quiere que la España antifascista salga victoriosa de la lucha. Sigue procurando atraer a Mussolini, que le explota a él lo mismo que a Hitler, cual vil ramera que se vende a todos los clientes, y aboga la esperanza de emancipación que se había presentado para el pueblo español. Mata así dos pájaros de un tiro.

Lo que entristece en este pacto, es ver que Francia ha cedido a las exigencias inglesas. Hubo momentos en que parecía que la política francesa iba a inclinarse abiertamente en favor nuestro. No por afinidad espiritual o social, desde luego, pero por necesidades militares del porvenir. Algunos ministros han hablado seriamente, en determinadas ocasiones, de intervenir en forma efectiva. Aun cuando esta intervención no se producía, el deseo de hacerla traducía, por lo menos, un estado de espíritu alentador.

Todo esto ha desaparecido. El hombre que tiene fama de tener más carácter entre los políticos franceses, y que preside el actual gobierno, renuncia a apoyarnos. El precio de la alianza anglo-francesa, es el sacrificio de España.

El cerco se estrecha pues. Unos por fascistas, otros por « realismo » político maquiavélico, otros por cobardía, otros por burguesismo, abandonan España a manos de sus verdugos.

Negar que esto agrava nuestra situación sería vano. Nunca ha sido tan grave como ahora. Y yo no creo en lo que dice nuestra prensa hispana, que es siempre de un optimismo un poco pueril y muy dafino, cuando repite, como hacía hace poco nuestro gran diario de Barcelona, que « el tiempo trabaja para nosotros ».

El tiempo ha trabajado contra nosotros. Los hechos están ahí para convencerlos, por mucho que nos duela. Y el tiempo ha trabajado contra nosotros porque hemos creído demasiado en fórmulas de este jaez, en afirmaciones abstractas que pueden satisfacer e inspirar confianza a los que no piensan, pero que no tienen la menor eficacia en el desarrollo de los combates.

Para que el tiempo trabaje por nosotros, es preciso que trabajemos nosotros por nosotros mismos. El tiempo de por sí, no hace nada. Hacen los hombres, su voluntad, sus esfuerzos, su actividad. Lo demás es entregarse a fantasmagorías detrás de las cuales

No es la diplomacia, no son los gobiernos los que ayudarán a la España antifascista.

Esperarlo es de necios.

Sólo la ayuda proletaria internacional puede salvarnos.

PERO ESTA AYUDA DEBE SER SUSCITADA.

Comprendanlo nuestros diplomáticos de toda laya.

acaba por aparecer el cuchillo del verdugo.

No creo que todo esté todavía perdido. No lo creo porque, a pesar de todo, de las apariencias y de ciertas realidades, hay otras realidades no siempre aparentes, que militan aun en favor nuestro. Pero, para que los concursos que puedan prestarse vengan, o sigan viniendo, debemos dar la sensación de que somos capaces de defendernos, de actuar con eficacia, con método, con energía.

Es todavía en nosotros donde residen las mayores probabilidades. Es en nosotros si sabemos extraer de nuestras posibilidades todo el rendimiento posible, e inspirar confianza a los que son susceptibles de ayudarnos, por una razón o por otra.

En este labor, los que habitamos en el extranjero, tenemos también nuestro papel que cumplir. Tenemos que aportar la ayuda que requieren las circunstancias y que es posible cuando se tiene voluntad. Cada cual ha de cumplir su deber, por sí solo, sin escudarse detrás de los demás, sin esperar, como es demasiado común, que los otros hagan. Porque todos esperan, y pocos son los que hacen en realidad.

Los efectos del cerco a España pueden ser aminorados por nosotros. Pueden serlo. S. I. A. se esfuerza para conseguirlo. Ayudémosla en su labor esforzada. Luchemos. En la diplomacia internacional se ayuda a los fuertes. Los débiles son despreciados. La ley darwiniana de la lucha por la existencia y del triunfo de los más aptos es verdad en las relaciones entre las naciones.

Pero la fuerza de los pueblos depende de su espíritu, el cual se manifiesta en la organización, la acción diaria, el sacrificio. Si somos capaces de demostrar semejante espíritu, todavía podemos esperar. Tengamos tenacidad, seamos perseverantes. Hagamos aquí, en Francia, y que otros hagan en otras naciones, cuanto debemos, lo que nos corresponde. Al bloque de la diplomacia, opongamos nuestra solidaridad internacional, y suscitemos la de los otros. En este duelo, la Solidaridad Internacional Antifascista debe procurar vencer la solidaridad capitalista.

Chamberlain y la clase que él defiende pueden ser aun derrotados. Pero lo serán a condición de que sepan dar, dar, continuamente, sin vacilar, como los combatientes dan, sin vacilar también, hasta la última gota de sangre.

DR PABLO TENAZ.

## El éxito de un festival

Organizado por el Comité Regional del Sena y auspiciado por la S.I.A., tuvo lugar, el sábado 30 de abril, el festival que había sido anunciado.

El local estaba totalmente lleno de un público entusiasta, que en todo momento demostró su gran interés por las sucesivas representaciones y los diversos cuadros que desfilaron.

Se proyectó por primera vez en Francia la película llena de emoción y palpitante realidad « Aurora de Esperanza ». Durante hora y media, la concurrencia siguió atentamente el desarrollo de esta obra hecha por el Sindicato de Espectáculos Públicos, de Barcelona.

Luego, varios artistas de grandes teatros prestaron su concurso. Aprovechamos la ocasión para agradecerles una vez más.

Al final, los incansables compañeros del « Grupo Artístico Cultura Popular » interpretaron el sainete Diplomacia nacarena, que encantó a los espectadores.

El festival terminó entonces, dejando en la concurrencia el deseo de asistir pronto a otro, tan acertadamente organizado. Es de desear que así suceda.

SERRANO.



# SAVEZ-VOUS QUE...

LES CAPITALISTES BRITANNIQUES  
A L'AIDE DES FINANCES  
DU FASCISME ITALIEN

Les services officiels italiens tendent, comme de juste, dans leurs statistiques, à présenter l'état des finances fascistes sous un jour satisfaisant. Se servant de leurs indications, le professeur Gino Arias, dans un article paru dans le « Popolo d'Italia » du 2 février, prétend que les dépenses élevées consenties à la conquête et à l'occupation de l'Éthiopie, furent facilement supportées par l'Italie, grâce à la louable politique financière du gouvernement fasciste. Or, un examen tant soit peu attentif des chiffres fournis permet quant à la situation financière de l'Italie, des constatations absolument contraires à celles de l'auteur.

Les budgets des exercices 1935-36 et 1936-37 se seraient soldés par des excédents de 1.550 millions et 1.289 millions de lires. Seulement, il ne s'agit ici que de résultats apparents, car seul le budget ordinaire est pris en ligne de compte dans les calculs. Si l'on joint à ces chiffres ceux qui se rapportent aux budgets extraordinaires, les résultats prouvent un tout autre aspect, une tout autre signification ! Les chiffres donnés par le « Popolo d'Italia » permettent de dresser le tableau suivant. La première colonne concerne le budget ordinaire, dans la seconde, sont également considérées les dépenses extraordinaires.

	Résultats apparents	Déficits réels
1930-31	— 506	— 506
1932-33	— 2.946	— 3.549
1933-34	— 2.130	— 6.377
1934-35	— 215	— 2.030
1935-36	+ 1.550	— 12.685
1936-37	+ 1.289	— 16.330

Les évaluations de déficits indiquées ne doivent pas seulement être estimées modérées, elles doivent être regardées comme absolument inexistantes. Gino Arias, pour évaluer le déficit réel de l'exercice 1936-37, par exemple, a soustrait du total des dépenses extraordinaires relatives à l'Afrique Orientale, l'excédent de recettes du budget ordinaire. Il est certain que les dépenses occasionnées par la conquête de l'Éthiopie atteignent des sommes considérables. De 975 millions de lires durant l'exercice 1934-35, elles passaient à 11.136 millions en 1935-36, pour atteindre, en 1936-37, un montant de 17.519 millions ; soit, au total, 29.630 millions de lires. Dans ces charges — atténuées sûrement dans les statistiques — la mise en valeur et la colonisation ne jouent qu'un rôle négligeable ; les dépenses militaires : entretien de troupes nombreuses et d'ouvriers, envois de renforts, rapatriements, ravitaillement depuis la métropole, taxes du canal de Suez, occupent le premier rang. Mais il n'est point possible de tenir uniquement compte du budget extraordinaire de l'Éthiopie ! L'intervention du fascisme italien en Espagne, l'entretien des grosses forces militaires en Libye et en Cyrénaïque, les dépenses entraînées par la mise à exécution du programme d'autarcie, une bonne partie de celles qui sont consacrées à l'armement, d'importantes subventions pour le développement de la marine marchande en particulier, tout cela constitue un ensemble de budgets extraordinaires venant s'ajouter à d'énormes déficits, encore qu'on ne puisse en évaluer le montant.

Pour apprécier à leur juste valeur les difficultés financières de l'Italie, il ne faut

point négliger non plus le déficit de la balance commerciale qui s'élevait, l'an dernier, à 2,5 milliards de lires.

A cette désastreuse situation des finances fascistes, l'Angleterre pensa à venir en aide. Durant les négociations politiques de ces derniers temps, un nouvel accord commercial était aussi discuté. On y vit l'occasion de fournir indirectement des crédits à l'Italie en se servant de l'Export Credits guarantee department (Office de garantie des crédits à l'exportation).

Cependant, les finances fascistes ne pouvant point obtenir un suffisant soulagement par ce seul moyen, des crédits plus importants seront fournis à peu près sûrement, soit par l'intermédiaire des banques britanniques, soit indirectement, par le canal des banques suisses et hollandaises. A celles-ci, cela permettrait d'aider les finances fascistes par les capitaux évadés de France !

## OU VONT LES BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS ?

Les profits des sociétés anonymes régressent-ils ou sont-ils en augmentation ? Et que deviennent, sinon tous ces bénéfices, du moins une notable part d'entre eux ?

En 1937, les bénéfices annoncés par les sociétés anonymes arrêtaient leurs comptes fin juin, les publiant dans le dernier trimestre de l'année, se sont élevés à 668,2 millions, contre 402,7 millions pour l'exercice précédent. Les bénéfices nets établis en décembre et annoncés au début de l'année atteignent 569 millions contre 403 millions pour l'an dernier. Dans le premier cas (122 sociétés), les bénéfices sont en hausse moyenne de 36 % ; dans le second cas, pour 118 sociétés, l'augmentation est de 27 % (celle dernière hausse est elle aussi de 36 %, si l'on ne tient pas compte du Crédit Foncier, dont les bénéfices ont un peu baissé pour des causes qui lui sont particulières).

Dans les branches industrielles auxquelles se rapporte cette progression des bénéfices, figurent, au premier plan, les industries chimiques, où la hausse dépasse 100 %, la métallurgie, où elle atteint près de 80 %. Les sociétés commerciales (secteur trusté ou cartellisé de l'économie) où elle est également d'environ 80 %.

Or, si l'on considère les prix moyens, on constate qu'ils ont augmenté de 27 % pour le détail, de 41 % pour le gros.

Les dividendes n'ont pas, eux non plus, suivi une progression identique à celle des bénéfices. L'indice moyen n'est en hausse que de 13 %, étant passé de 189 en 1936 à 214 en 1937.

On doit ici se demander ce qu'il advient de la part des bénéfices non distribuée. Bien que l'on ait prétendu l'avoir utilisée en grande partie pour l'accroissement des fonds de roulement, accroissement nécessaire par la hausse des prix et des salaires, il faut signaler qu'une très faible partie fut ainsi immobilisée, et que la grande masse de ces bénéfices non distribués servit à des achats de devises étrangères et à des investissements à l'étranger, c'est-à-dire qu'elle se mua en capitaux exportés. Sans doute, à ce qu'on laisse augurer le caractère des récentes négociations commerciales anglo-italiennes, celle de ces capitaux qui furent déposés dans les banques suisses et hollandaises seront-ils employés à aider les finances de l'Italie fasciste !

# Interprétation philosophique de l'histoire

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Nous avions, nous autres, anarchistes, affirmé que la révolution sociale ne dépendait pas, ne pouvait pas dépendre exclusivement du développement capitaliste et du prolétariat industriel. Bakounine pronostiquait qu'elle se produirait avant tout en Russie. Fidèle à sa conception « scientifique », Marx annonça d'abord qu'elle aurait lieu en Angleterre, pays de grande formation capitaliste, puis fit de l'Allemagne le premier réalisateur de cette révolution.

Tout socialiste capable d'observer les faits — il n'en manque pas — qui se sont produits depuis que cette théorie « scientifique » de la révolution a été énoncée, est obligé de reconnaître qu'elle a reçu le plus catégorique des démentis. L'Angleterre est aussi loin d'un bouleversement socialiste maintenant qu'en 1850 ; l'Allemagne, malgré le 75 % de population ouvrière industrielle, et la Belgique qui offre la même proportion, n'est pas un pays révolutionnaire et son prolétariat ne s'est jamais incliné vers les solutions progressistes radicales. Le prolétariat des États-Unis, si industriel aussi, avec le super-capitalisme qui le domine, n'arrive pas à trouver une voie qui le conduise au socialisme. Il y aspire même très peu.

En échange, la première révolution sociale, qui fut ensuite déviée et anéantie par l'État, s'est produite dans un pays où le capitalisme moderne existait à peine, où le prolétariat industriel, au sens marxiste du mot, n'était pas le dixième de la population travaillante, en Russie. Et la deuxième révolution sociale, plus profonde, plus radicale, quoique étouffée par le sabotage international de ceux qui se réclament de Marx, s'est produite en Espagne, où 25 pour cent seulement de la main-d'œuvre est industrielle. Et c'est dans les régions agraires, en Aragon, dans le Levant, dans la Castille, que cette révolution a été la plus profonde, et a été, avec une rapidité inouïe, une organisation libertaire de la société.

Il faut donc les prédispositions spirituelles pour que les faits matériels s'accomplissent, ne s'accomplissent pas, ou prennent tel ou tel chemin. Tout agit et réagit : voilà la vérité de la vie humaine comme de la vie universelle. Nous la voyons confirmée à chaque instant. Et l'importance de l'action des mêmes éléments est différente selon la psychologie des peuples ou l'intervention d'autres facteurs. Une bonne partie du peuple allemand a réagi contre la situation dans laquelle le plongeait le Traité de Versailles, non en attaquant la classe qui l'exploitait et était en grande partie responsable de sa situation, mais en s'unissant avec elle dans un sentiment national. Le moteur peut être économique, mais la direction prise dépend

de la capacité de réalisation, de l'audace créatrice, de la hardiesse d'esprit.

Tous ces faits, auxquels on pourrait ajouter des centaines d'autres faits concordants, ont à peu près ruiné la thèse de l'économisme historique en ce qu'elle avait de prétentieuse exclusivité dans son explication théorique du passé et dans ses déductions, également théoriques, du socialisme et de ses moyens tactiques de réalisation. On a été obligé de comprendre que, si regrettable que cela soit, le patriotisme existe et que la plupart des peuples sont plus solidaires des classes bourgeoises de leur pays pour des sentiments ethniques qu'on ne peut expliquer par la lutte de classe. On est obligé de comprendre que le goût de l'art, l'esprit de recherche, l'inquiétude spirituelle, multiforme, l'amour de la liberté qui fait mépriser certaine partie de l'ordre chez les Latins, l'amour de l'ordre qui fait méconnaître certains aspects de la liberté chez les Germains, le mysticisme de certains Slaves et des Espagnols, le rationalisme humaniste français, la tendance métaphysique de l'esprit allemand, tout cela sont des réalités qui subsistent malgré les changements de structure économique, et qui, vraisemblablement, subsisteront toujours, tout en évoluant, en se modifiant, en progressant, en dégénérant, dans leur propre orbite selon la vitalité des races.

Le socialisme n'apparaît donc plus comme la conséquence fatale de l'évolution des formes économiques, comme le résultat inévitable du capitalisme. D'abord, parce que la concentration capitaliste ne se produit pas comme Marx l'avait prévue ; elle n'entraîne pas la disparition automatique des petits exploitants, elle ne prolétarise pas suffisamment la bourgeoisie, n'appauvrit pas et ne rend pas révolutionnaires les masses prolétaires et n'empêche pas la naissance continue de nouvelles couches petites bourgeoises et de nouveaux modes de privilèges qui sont des freins aussi puissants que la bourgeoisie exploitante. Ensuite, parce que les conditions psychologiques des races et des peuples, les cycles spirituels qui provoquent des élans, des pauses et des chutes collectives ont une importance souvent capitale.

Le socialisme est devenu un idéal possible seulement dans la mesure où l'esprit de justice, la conscience et la volonté humaines luttent pour le réaliser, dans la mesure où nous aurons, quel que soit le stade économique que nous traversons, l'audace, le courage de profiter de circonstances favorables pour le réaliser.

Sur ce point de doctrine, les anarchistes et beaucoup de socialistes révolutionnaires coïncident, quoi qu'ils ne s'en soient pas encore rendu compte.

MAX STEPHEN.

# VERS L'ABATTOIR !

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Comme il y a un instant, mais en sens inverse, une foule de points d'interrogation se posent et s'imposent.

QUELS SONT CEUX QUI :

possèdent les beaux et vastes domaines ?

— Les oisifs ;

encaissent les bénéfices que réalisent les entreprises financières, industrielles et commerciales les plus florissantes ? — Les actionnaires ;

habitent les demeures les plus confortables, les châteaux, les hôtels particuliers ? — Les parasites ;

portent les vêtements les plus élégants, disposent des mobiliers les plus luxueux, des caves les mieux garnies, des bibliothèques les plus riches, des objets d'art les plus précieux ? — Les millionnaires ;

s'offrent les voyages les plus agréables, les spectacles les mieux choisis, les plaisirs les plus coûteux, les tables où abondent les mets les plus recherchés et les vins les plus fameux ? — Les désœuvrés.

Tous ces gens huppés, décorés, respectés, qui ne se refusent rien, pour qui tout est succès, prospérité, plaisirs, forment ce monde de satisfaits et de privilégiés (les deux cents familles et autres) qui bien rentés, à l'abri de tout ce qui rapporte, vivant de tripotages, d'escroqueries légales, de spéculations, de galanterie, de jeux, de combines et affaires plus ou moins malpropres, tiennent le haut du pavé, bien qu'ils ne se livrent à aucune besogne utile, à aucun effort productif. Oisifs, paresseux, inutiles, parasites et fainéants, ils ne doivent qu'au travail des autres leur opulente fripouillerie.

Que le travail à qui ils doivent tout soit par eux fêté, c'est logique.

Turbinez, travailleurs. Paysans et ouvriers, travaillez, travaillez de plus en plus ; produisez, produisez toujours davantage. Le Capital et l'État font d'une production fortement accrue la condition sine qua non de ce qu'ils ont l'impudent cynisme d'appeler le redressement national et le soul de l'intérêt général.

Travailleurs, ne fêtez plus le travail, franchissez-le d'abord.

Revenez à la saine et féconde tradition d'un 1<sup>er</sup> Mai revendicatif, insurrectionnel, expropriateur et révolutionnaire.

Rendez au 1<sup>er</sup> Mai le visage qu'il a eu à l'origine et qu'il n'aurait jamais dû perdre.

Redonnez-lui le caractère qu'ont voulu lui imprimer les continuateurs de ceux dont l'héroïque sacrifice a fait naître dans le monde entier l'idée d'une journée consacrée au soulèvement concerté de tous les exploités donnant libre cours à leurs imprécations et clamant leurs exigences.

Si vous continuez à le consacrer à l'Ordre, le Calme et la Dignité, la houllette de vos mauvais bergers, c'est que vous aurez perdu toute conscience et toute raison.

Et alors, prenez garde et malheur à vous : abusant de votre docilité moutonnière, les bergers vous conduiront à l'abattoir.

SEBASTIEN FAURE.

## NOTRE LIBRAIRIE

Inutile de présenter les œuvres de d'Avray aux militants jeunes ou vieux qui suivent les fêtes et goguettes du LIB et des groupes de J.U.A.

Mais il faut que les autres camarades, ceux principalement qui, ne luttant à nos côtés que depuis peu de temps, apprennent également à connaître ces chansons.

Qu'a fait d'Avray ? Imprégné de l'idéal anarchiste, il a disséqué puis, prenant tous les principes, l'un après l'autre, il en a fait des chansons, forme la plus agréable de la propagande.

Compagnons qui, autour de vous, voulez propager votre haine de l'autorité, — quelle se nomme Patrie, Justice, Armée, Religion ou de tout autre nom, — vous qui voulez clamer votre amour de la Liberté et votre foi en une société libertaire, apprenez les chansons de Charles d'Avray et faites-les connaître.

LES CHANSONS DE CHARLES D'AVRAY  
EN VENTE AU « LIBERTAIRE »  
Prix : 4 fr. 50 chaque chanson

La douleur. Droits et devoirs. Ecoutez les cloches. Mêle. Les réprimés. Expiation. Les feuilles. La foule. Les fous. Les géants. Les galvaudeuses. La goulueuse. Les grands fantômes. Les gueux. L'idée. L'insurrectionnelle. Jalouse.

La joie. Loin du rêve. Ma cabane. Ma gosseline. Magistrature. Les maisons. Maman. Les masques rouges. Militarisme. Les moissons rouges. Le monde féodal. Les monstres. Nos grandes démolitions. L'odyssée d'un vagabond. Paillasse. Par ma lucarne. Paroles d'un révolutionnaire. Les penseurs. Petite fille de deux sous. Les petits carreaux.

Les petits oubliés. Le peuple est vieux. Les pieds nus. Le premier mal. La prolétarienne. Puissance et faiblesse. Quand le soir descendra. Roseraie. Les routes grises. Sous la 3<sup>e</sup> République. Le triomphe de l'anarchie. Travail. La Toussaint des vivants. Le temps. La vérité. Viens vers nous. La vierge noire. Le vieux savant.

Histoire de la Révolution Française, par Albert Mathiez.  
Tome 1. — La Constituante.  
Tome 2. — La Gironde et la Montagne.  
Tome 3. — La Terreur.  
Chaque volume ..... 15 »  
Précis de Géographie Économique, par Horrabain ..... 9 »  
L'Économie Capitaliste, par R. Louzon ..... 12 »  
Abrégé du Capital de K. Marx, par C. Caffero ..... 6 »  
Les Grands Marchés de Matières Premières, par F. Maurelle ..... 15 »  
L'Internationale, Documents et Souvenirs, tomes 3 et 4, les 2 tomes ..... 40 »  
Histoire de la Commune, par Lissagaray ..... 36 »  
La Déchéance du Capitalisme, par Louzon ..... 50 »  
Culture Proletarienne, par M. Martinet ..... 12 »

PRENDRE BONNE NOTE QU'AUCCUN ENVOI NE PEUT ÊTRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNÉ DU MONTANT DE LA COMMANDE. MAJORE DE 10 % POUR FRAIS D'ENVOI.

# Jeunesse Anarchiste Communiste

## JEUNESSE DU SUD

Au Cameroun, il paraît que, depuis le remplacement de l'impérialisme allemand par l'impérialisme français, tout va très bien, dans une atmosphère plus saine, autour d'une vie plus attrayante. Nous demandons à voir, parce que nous ne croyons pas à la supériorité du chiffon tricolore en matière sociale. Les plus beaux documents ne nous impressionnent plus, malgré toute leur débauche de « Marseillaise » et de clichés. La maladie du sommeil a pu, là-bas, y être vaincue grâce à l'action diligente d'un docteur Jamol, de nouvelles voies ferrées ont pu y être tracées ; peu nous chaut ! En Union soviétique, le stakhanovisme est étonnamment prospère, mais la lecture seule de l'organe officiel, « Les Izvestia », permet d'établir que les travailleurs y crévent de faim, sont plus mal logés que des bagnards, ne possèdent aucune liberté. Il se peut donc qu'au Cameroun, pareillement, sur le plan technique et industriel, de grandes et nouvelles choses aient été réalisées. Le capitalisme anglais et français, à ses débuts, par son avidité de profits rapidement acquis, fut bien un élément scientifique de progrès. Mais les petits négrillons, qui soignent à l'écran, aux léproseries spéciales, cu à l'église — mais oui ! — construite avec les matériaux de cette « jeunesse de République laïque », y ont-ils gagné de profondes améliorations ? Cela est peu probable. L'armée, la police, l'administration, certes, comme partout où elles succèdent le labeur des exploités, ont pu y « acheter » des heureux, des élus. Mais la masse, la basse classe, celle que l'on reconnaît soi-même vue éternellement à la « paysannerie » nous en sommes convaincus, est toujours aussi misérable, aussi dégradée, aussi abandonnée des services publics qui ont, avant tout, des crédits

budgetaires à respecter, un esprit de loi à imposer. Routiniers, pour mieux s'accaparer les cerveaux indigènes, nos colonialistes aventureux ont, avec un puissant développement du machinisme agricole, fait monter l'indice de production. Mais, maintenant que de larges et blanches demeures ont surgi des « tanières » paillonnées, étroites et malpropres ; maintenant que l'appareil étatique métropolitain, vénal et corrompu, est solidement fixé par ses tentacules nombreuses, l'évolution va se fixer, demeurer là où elle en est, se maintenir sur ses lauriers et, comme dit l'aure, inexorablement, sur cette terre qui tourne sous les talons, « tout ce qui s'arrête recule ». Pour mieux terminer ce tour d'horizon, rappelons cette vision bien marquée des actualités, où nous avons vu nos frères de couleur défilier, rigides, l'allure martiale, balonnée au canon, comme les jeunes de chez nous. Nous avons compris la honte, la générosité, l'élan altruiste de nos banquiers « patriotes ». Pen confiants dans notre servilité future, les noirs agiles et adroits leur sont apparus plus musclés, plus divinement membrés pour la reproduction. Ne cessons d'avertir nos camarades de couleur du danger qu'ils courent, s'ils sont « fiers et heureux d'être Français », sous le drapeau qui ordonne l'indifférence, par le fer et le plomb impérialistes, de certains d'entre eux, récemment encore à Tunis, la gantonaille, comme la phynance, n'a pas de patrie, c'est pourquoi, à toute la jeunesse d'outre-mer, nous, jeunes révolutionnaires français, devons tendre une main fraternelle pour balayer le monde des fainéants et des rapaces qui ne l'ont, jusque-là, que trop suffisamment encombré.

MAURICE CEBRON.

# LE MYTHE NATIONAL

Le peuple français est soumis, depuis quelques années, à une propagande nationaliste. Tous les partis rivalisent de zèle patriotique, et nous assistons à ce spectacle inrovable de partis d'extrême gauche donnant des leçons de nationalisme à Maurras lui-même.

Comme bien on pense, la C.G.T. n'allait pas se tenir en dehors de ce mouvement. Elle ne pouvait manquer de chercher à se distinguer dans le concert de vociférations revanchardes et antiallemandes. Et c'est ainsi que les Laurat, Durt et autres singuliers « théoriciens » d'un non moins singulier « syndicalisme » s'évertuent à justifier l'adhésion de la Confédération à la défense nationale et à la prétendue croisade des « démocraties contre les dictatures ». De tous côtés, ce ne sont qu'exhortations à l'union de la nation française, « union nationale », « réconciliation des classes ».

Il semble pourtant que nos nationalistes et néo-nationalistes ont négligé l'essentiel du problème, qui devrait consister, en bonne logique, à se poser cette toute petite question :

Existe-t-il une nation française ?

Le mot « nation » est un néologisme qui date de 1789. Avant la conquête romaine, l'Europe est divisée en une foule de clans, cités, tribus tantôt unis dans des empires éphémères, tantôt groupés dans des confédérations commerciales et militaires aux liens plus ou moins lâches. L'Empire romain met fin à ce fédéralisme, mais en apparence seulement. Si le centralisme romain soumet tout le bassin méditerranéen à sa tutelle, rien ne sera changé à la nature des échanges commerciaux. L'Empire péra de mort lente, absorbé et dissous par le phénomène inévitable, et loin d'être une catastrophe, cet événement passa même complètement inaperçu des contemporains (1). Le Moyen-Âge féodal ne sera que la continuation de l'état de choses antique, contre lequel les empires centralisateurs se seront heurtés en vain. Les efforts des rois et de leurs bureaucraties centralisatrices n'auront pas plus de succès, d'ailleurs. La encore, la fédération — communes du nord de la France, cités maritimes d'Italie — se montrera plus forte que César. Une fidélité plus ou moins discutée à la famille royale — héritée de la vieille tradition des tribus germaniques — sera le seul lien entre les COMMUNES. Il y aura, non pas une nation française, mais une maison de France ; non une nation autrichienne, mais une maison d'Autriche ; non une nation anglaise, mais une maison de Hanovre etc... une Cité de Londres !

C'est la révolution bourgeoise qui a créé la nation. Raisonnant de tout par rapport à elle-même, la bourgeoisie a cru à l'existence d'une communauté d'intérêts de toutes les classes unies contre la dynastie. En réalité, en arrachant la couronne de la tête du roi, elle s'est attribué à elle-même la puissance royale. Immédiatement, dans toute l'Europe, elle est entrée en lutte contre la monarchie, et le XIX<sup>e</sup> siècle, qu'on a appelé le siècle des guerres nationales, fut en réalité le siècle de la bourgeoisie.

Le roi. La nation n'a été qu'un stade mineur de la montée de la bourgeoisie. En Europe, la dernière guerre nationale, celle de 1870 — était à peine terminée que la bourgeoisie française passait au deuxième stade de sa domination : l'impérialisme.

Comme le XIX<sup>e</sup> siècle a été celui des nationalités, le XX<sup>e</sup> siècle est celui de l'impérialisme, le siècle — comme dit si justement Louzon — de l'unification du monde. Débarassés des entraves dynastiques, les bourgeoisies rivales étouffent dans le cadre étroit qui avait suffi au roi. La structure de l'économie capitaliste la pousse à la conquête du monde. La terre est devenue trop petite pour les brigands capitalistes ; elle doit revenir tout entière au plus fort, que la guerre seule peut désigner. Ni pour la France, ni pour l'Allemagne, ni pour l'Angleterre, il ne pouvait être question en 1914 de guerre nationale. Et il est remarquable de noter que la question nationale ne s'est posée que pour les deux puissances les plus arriérées : la Russie et l'Autriche. Elles en étaient encore au XIX<sup>e</sup> siècle ! Et personne n'est dupe de la réalité de l'indépendance nationale des pays créés sur la ruine de l'Empire d'Autriche : ils ne sont en fait, que les vassaux des grandes puissances.

Dans la lutte pour l'unification du monde, la bourgeoisie française, qui connaît sa faiblesse, sait bien qu'elle n'a aucune chance contre les compétiteurs redoutables qui s'affrontent : Japon, États-Unis, Russie. Mais elle ne veut pas périr et, dans le vain espoir de durer encore quelque temps, elle essaie de relever l'idée nationale, qui lui a valu tant de gloire, cette idée du passé qui ne survit que dans les pays arriérés : Turquie, Roumanie, Hongrie. Ce n'est pas le moindre signe de sa décadence ! Et nous voyons quelques jeunes bourgeois, pourtant intelligents, essayer d'arrêter cette décadence en cherchant à donner à notre pâle nationalisme les principes qui lui manquent. C'est ce que font, par exemple, MM. R. Aron et Sillaguet, dans « Vendémiaire » ; ils ont parfaitement compris la nouveauté du centralisme autoritaire et ne cachent pas leurs tendances fédéralistes. Ils opposent volontiers les traditions anarchistes et syndicalistes des ouvriers français au marxisme et au bolchevisme totalitaires et homicides, et leurs écrits trahissent avec évidence l'influence de Proudhon. De même, Thierry Maulnier, dont le néo-nationalisme vient d'être réfuté par Edouard Berth dans la « Révolution Proletarienne », Maltheureusement, toute leur pensée est stérilisée par cet attachement puéril et chagrin à une idée usée, périmée et dépassée.

Il n'est pas vu que la nation n'a été qu'un court moment de la puissance BOURGEOISE. Fondièrement fédéralistes, ils sont pourtant restés à mi-chemin de la vérité, de cette vérité qui est si évidente aux yeux des révolutionnaires conséquents :

Il n'y a pas de nation française. La nation est morte.

MARCEL GUENNEC.

(1) G. Gautier, Genescri.

## N'attendez plus

Beaucoup de camarades ont exprimé leur ferme volonté de se procurer

# "L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE"

Ils en ont ajourné l'acquisition pour diverses raisons. Nous avisons ces amis que notre réserve, peu à peu, s'épuise.

En conséquence, nous les prévenons que nous ne pouvons garantir que

JUSQU'AU 15 JUIN 1938

la livraison des ouvrages qui nous seront commandés.

## "L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE"

ouvrage UNIQUE AU MONDE, comprenant 4 beaux volumes format du Grand Larousse (32x25) — est mise en vente comme suit :

1<sup>er</sup> — AU COMPTANT ..... Fr. 465 »  
2<sup>e</sup> — A TERME (en 7 mensualités de Fr. 70) ..... Fr. 490 »  
tous frais d'emballage et d'expédition compris.

Adresser les commandes à la

## LIBRAIRIE SOCIOLOGIQUE

14, Rue de Marengo, 14

LILLE (NORD)

Compte Chèque Postal : 346-28 Lille

N'attendez plus



# La vie de l'Union Anarchiste

Les camarades désireux de militer à l'Union Anarchiste et à la J. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10<sup>e</sup>, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

## REGION PARISIENNE

III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup>, V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> ar., XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et Boulogne-Billancourt, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup>.

Antony, Asnières, Aubervilliers, Bagnollet, Blanc-Mesnil, Bondy, Charenton-le-Pont, Châteaufort, Châteauneuf, Choisy-le-Roi, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouras, La Courneuve, Les Lilas, Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, L'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montfermeil, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Pantin, Le Pré-Saint-Gervais.

Rueil-Malmaison, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montrouge, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Chatillon, Vitry.

## PROVINCE

Aimargues, Ales, Amiens, Annecy, Brest, Carcassonne, Chambéry, Couëron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Clément, Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Interlocal de la Thiérache.

Toulouse, Alger, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Craponne, Maubeuge, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand-Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbès, Nîmes.

Thonon-les-Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Fréjus, Chamonix, Toulon, Saint-Gilles.

## GROUPES J. A. C.

II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup>.

Aubervilliers, Bagnollet, Bagnollet, Bobigny, Clichy, Châteaufort, La Courneuve, Goussainville, Les Lilas, Livry-Gargan, Montfermeil, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

## PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

## PARIS-BANLIEUE

**PARIS-XX<sup>e</sup>**

Nous avons la joie réconfortante d'annoncer aux copains la formation du sous-groupe chez Chauvet, 70, rue d'Avron. Le Bureau est ainsi composé : secrétaire, Louis, trésorier, Chauvin Jean. Réunion tous les mercredis à 21 heures. Les sympathisants sont cordialement invités.

## LE SOUS-GROUPE

**COURBEVOIE-LA GARENNE**

C'est le 27 avril, à 20 h. 30, que s'est tenue à Courbevoie la réunion organisée par le groupe anarchiste sur le sujet « La guerre est à nos portes ». Barzangette, premier orateur inscrit, nous fit faire un tour d'Europe, parlant de la situation politique, sociale et économique de chacun des pays constituant ce continent. La guerre, les traités de paix, la révolution, l'avenir de l'humanité, l'invasion par celui-ci de la péninsule ibérique, la résistance farouche du peuple espagnol sous l'impulsion de la C.N.T.-F.A.I., la trahison des Etats démocratiques et l'asservissement des partis politiques formèrent un exposé sincère et clair qui fut très écouté et très apprécié. Notre camarade Le Meunier qui lui succéda, par ses sarcasmes et son ironie, rappela à l'auditoire certain moment d'histoire. Deux auditeurs, un communiste et un socialiste, posèrent aux orateurs quelques questions et, après réponses à celles-ci, la séance fut levée.

Ce soir, jeudi 5 mai, à 20 h. 30, réunion du groupe, 7, avenue Marceau, à Courbevoie. Le secrétaire et le trésorier sont spécialement convoqués pour mettre les adhérents du groupe au courant de la gestion de celui-ci. Ordre du jour important.

## SECTEUR COLOMBES

La réunion constitutive du Secteur de Colombes, aura lieu le mardi 10 mai, à 21 h. précises, salle du Chalet-du-Cycle, boulevard Valmy, à Colombes.

Les adhérents des groupes d'Asnières, Courbevoie, Gennevilliers et Argenteuil devront être présents à cette assemblée.

## SOIREE ARTISTIQUE suivie de bal de nuit

au Chalet du Cycle, boul. Valmy, samedi 7 mai à 20 h. 30. Concert et bal : 5 francs.

Au programme : JEANNE MADY, ROGER CHRISTIAN, FELIX GIBERT, PAULE SANDRA, MUSSETTE ELGAR, LE CLUB DES PETITS CHANTEURS, ALICE NOGUET, premier prix de chant au concours international de Vienne, H. GUERIN, C. D'AVRAY.

On trouve des billets au Chalet du Cycle, boul. Valmy.

## KREMLIN-BICETRE

Nous ne voudrions pas polémiquer avec des menteurs, mais cependant il nous faut relever les insanités insérées dans « Front Rouge » du 30 avril, sous ce titre : « Sur le marché de Bictre, des provocateurs insultent notre presse ». Nous ferons d'abord remarquer au courageux anonyme qui a fait l'article que nous n'avons jamais provoqué personne et que nous laissons cette façon d'agir à certain de leur vendeur, auquel du reste nous répondons comme celui qui le méprise le plus absolu, seule façon pour nous de stigmatiser la bêtise. Quant à vouloir empêcher la vente de « Front Rouge » et de « l'Humanité », loin de nous cette pensée ; nous sommes trop démocratiques pour cela, et, du reste, un pareil fait ne pourrait que nuire à notre propagande. Nous sommes trop heureux que soient diffusés des articles comme celui que le signalé, car ils servent à éclairer les camarades sur votre triste mentalité, et à les inciter à rejoindre le groupe anarchiste de Bictre, qui se réunit tous les vendredis à 8 h. 30, salle du bas de la mairie de Bictre. Nous les y recevrons en toute camaraderie. — V. Castella.

## ONLY

Un exemple des méfaits de la main tendue

Un camarade ayant eu le malheur de perdre son père et étant chômeur n'avait pas les fonds nécessaires pour les obsèques.

La commune (il lui était impossible de faire autrement) fournit le convoi, mais trois semaines après le garde champêtre signale au copain d'avoir à s'acquitter de sa dette (65 fr.).

Il s'en fut trouver le maire, fort de son droit, demander du travail, puisque l'année dernière les chômeurs faisaient 12 jours à la commune (en les demandant poliment à M. Batiu, conseiller naco, retraité, chef de la voirie, etc.), reprise lui fut faite sur son salaire pour couvrir sa dette.

M. le maire, naco de première zone, lui répondit textuellement : « On a employé des chômeurs, mais nous ne gardons que les courageux ».

Le camarade n'a jamais travaillé à la commune et les fameux « courageux » ne sont que des nacos inscrits et militants reconnus. Est-ce cela la dictature du prolétariat ? — Le Groupe.

## VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

### Triste premier mai

Les compagnons anarchistes de la région s'étaient donné rendez-vous le samedi 30 avril pour la manifestation, avancée d'un jour, on ne sait trop pourquoi. A 15 h. 30, un maigre cortège sortait de la mairie et se mit tristement en marche sous la pluie. Jamais, de mémoire de militant, on n'avait assisté à une manifestation aussi morte. On était l'enthousiasme de 1937 ? Pas un chant, pas un cri. Si nous n'avions pas été là, on se serait cru à un enterrement.

Les anars, heureusement, ont vigoureusement manifesté, acclamant l'anarchie, l'action directe, conspuant les deux ans et l'union sacrée, et notre noire bannière de révolte a obtenu un beau succès, et nous nous sommes attiré la sympathie de beaucoup d'ouvriers qui ne nous connaissent pas. Au lieu d'aller écouter les discours creux des bonzes, nous avons terminé cette petite manifestation dans un café, où des copains nous ont chanté la bonne chanson libertaire. Bonne journée de propagande.

## SECTEUR SUD

La réunion constitutive du Secteur Sud, aura lieu le vendredi 13 mai, à 21 heures précises, salle du bas de la Mairie de Bictre. Les adhérents des groupes de Paris 13<sup>e</sup>, Gentilly, Ivry, L'Hay-les-Roses, Bictre-Villejuif et Choisy devront être présents à cette assemblée.

## VOIX DE PROVINCE

### AIMARGUES

#### Comité Eliacin Vezian

Recettes. — En caisse, 11 francs. Reçu de Mlle Tanqueray, à Avanches (Manche) 30 fr.; Aimargues, 100 fr. Total : 130 francs. Total général : 134 francs.

Dépenses. — Un mandat de 100 francs envoyé. Total général : 1.500 fr. Frais : 3 francs. En caisse : 38 francs.

Envoyer les fonds à Abel Chateletier, rue de la Gendarmerie, Aimargues (Gard).

### BEZIERS

Un groupe de l'Union anarchiste s'est constitué. Il a pris pour nom : Groupe Germinal et, pour le moment, il aura son siège Café Gaston, avenue Foch, 5. Les réunions auront lieu le premier mardi et le troisième mardi du mois.

Que les camarades suffisamment dégoutés de tous les politiciens viennent à nos réunions ; ensemble nous ferons de l'action positive. — Juarez.

### LYON

#### Appel aux jeunes

Le groupe J. A. C. est en pleine réorganisation. Après la vigoureuse lutte extérieure de la saison hivernale, il est temps de songer à lui donner des bases solides, afin que, lorsqu'il parle fermement on ne le considère pas comme une organisation fictive. Nombreux sont les jeunes qui sympathisent, qui exécutent l'autorité, qui se cabrent devant la guerre qui vient, hideusement sanglante et que nous ne ferons pas. Il faut qu'ils sachent que notre mouvement les attend, leur réserve des tâches, leur propose des buts précis, des armes incomparables, forgées à même la vie, à même l'action. A l'U. A. C., nous avons constamment les pieds par terre, nous n'avons pas d'illusions, nous vibrons mais nous comparons, parce qu'il le faut, les sommets idéologiques aux ingrates réalités. Malgré tout le fiel de ceux qui ne savent que parler, nous avons conscience d'être dans la bonne voie d'être du bon travail. Aux jeunes lyonnais qui lisent ce journal, qui apprécient sa sérieuse tenue, nous demandons de ne plus rester

de l'autre côté de la porte, car la bourgeoisie a tôt fait de « scrupuler sur les mœurs ». Prenez l'habitude de venir à notre siège, 212, rue de Créqui, tous les vendredis à 20 h. 30, afin de revigorer nos efforts.

Vendredi 5 mai, réunion ordinaire du groupe de l'U.A., à 20 h. 30, 212, rue de Créqui, adhésions, cotisations, etc.

Samedi 6 mai, à 20 h. 30, causerie par le camarade Landry sur « Révolte et anarchie ». Appel est fait aux sympathisants.

## Le drapeau noir dans les rues de Lyon

D'ordinaire les camarades de l'U.A. défilent le 1<sup>er</sup> mai dans les groupes formés par leurs syndicats respectifs, cette journée n'étant pas celle des différents partis politiques ou idéologiques, mais celle du syndicalisme ouvrier, en général au-dessus des lendances.

Cette année, considérant qu'il nous était impossible de nous solidariser avec ceux qui ne savent que brailler : « Thorez au pouvoir ! », tenant compte également que des drapeaux tricolores se mêlaient aux drapeaux rouges corporatistes, nous avons décidé de former un groupe à part en queue du cortège, derrière le drapeau noir, sous l'égide des syndicalismes lyonnais de l'Union Anarchiste. Plus de cent personnes, ouvriers sympathisants, dont quelques copains de la C.G.T.S.R., se joignent à nous et, tout le long de la traversée de la ville, nous fimes retentir nos phrases révolutionnaires : « A bas la guerre ! », « La patrie c'est Schneider ! », « M. G. T. libre ! ». — M. Lavorel.

## MARSEILLE-GERMINAL

Dimanche 1<sup>er</sup> mai, conformément à la tradition du mouvement syndical, les anarchistes participèrent à la manifestation et se groupèrent derrière le drapeau noir. Après les discours d'usage des professionnels les syndicats s'apprêtèrent pour le défilé lorsque un mot d'ordre fut lancé de la tribune officielle : « Prière au service d'ordre de faire attention au dernier départ ».

Ca y était ! Nous étions visés. Gare à nous ! Quelles vont être leurs manœuvres ? Nous nous tenons sur nos gardes et manœuvrant à notre tour, nous faisons en sorte que leur tactique qui consistait à nous isoler complètement, échoue. A 100 mètres plus loin nous scandons nos mots d'ordre de « C. G. T. LIBRE ! ». Les gardes rouges, faisant la chaîne nous coupent et veulent nous arrêter en criant « Vous ne passerez pas ». Le défilé nous était lancé ! Ils veulent s'emparer du drapeau. Bousculade, mais des mains amies, celles-là, maintiennent haut et ferme notre drapeau. Vigoureusement nous nous défendons et faisons la trouée. Devant notre volonté farouche et notre riposte prompte et énergique, les fascistes rouges du soi-disant service d'ordre cèdent et ainsi nous pûmes aller jusqu'au lieu de destination en scandant nos mots d'ordre révolutionnaires.

Un petit meeting improvisé eut lieu ensuite sur les escaliers de la vieille Bourse du travail pour tirer des conclusions de ces bagarres entre ouvriers et pour dénoncer ces manœuvres dictatoriales de la part de ces fascistes qui orientent l'Unité, l'Unité et font tout le contraire.

Camarades anarchistes de Marseille et d'ailleurs, une expérience de plus nous prouve qu'il faut nous organiser plus fortement que jamais au sein de nos groupes.

Continuant inlassablement sa tâche éducative et protestataire le Groupe Germinal organise avec notre ami Doutréau de l'U. A. une grande conférence publique et contradictoire au Royal-Bio Cinéma, rue Tapis-Vert, dimanche 8 mai à 9 heures.

Samedi à 17 heures, réunion spéciale de tous nos amis. Importantes décisions à prendre. Nous prions nos amis, ainsi que les adhérents à la S. C. A. de venir à la séance Franco-Espagnole au profit des miliciens 68, rue Sainte à 14 heures.

## SAINT-ETIENNE

### Aux camarades anarchistes

Depuis quelque temps la propagande anarchiste prend de l'ampleur. Nous voyons des camarades sortir du rang et se lancer dans la mêlée ; c'est ainsi que dans la région nos 100 % se heurtent à la résistance. A Firminy, un camarade se lance dans un exposé de ce que nous voulons dans une assemblée générale de toutes les organisations de la localité et s'en tire assez bien puisqu'il a attiré l'attention de camarades qui sont loin de penser comme nous. A Terrenure, nos thèses rencontrèrent un succès plus grand que celui du leader Thibaut, dans une assemblée intercorporative des syndicats ; à Saint-Etienne, des camarades, qui luttèrent à part nous depuis longtemps, se trouvent en plein accord dans l'action et nous infligeons un échec cuisant le mardi 26 à Frachon, Arrachard, Labrousse, Thibaut, tous 100 % ; mais de tout cela y a-t-il organisation ? — P. M.

P. S. — Le camarade Lévêque, de Firminy, ne pourrait-il pas donner son adresse à Meallier Pierre, à la Vallée (près de la Digonnière), Saint-Etienne (Loire).

### Premier mai sans enthousiasme

Le premier mai n'a pas eu d'enthousiasme cette année, car les ouvriers en ont assez, aussi, nous ne fumes pas la politique de ce que nous étions l'année passée. La politique de nos rurs commence à faire le même effet que celle qu'ils ont faite à la C. G. T. U. Ils ne maintiennent leurs forces que par une coalition avec les patrons, ce qui empêche les ouvriers de rouspéter. Quelques minoritaires ont défilé et nous avons prouvé par nos clamours de : « Libérez Garnier et David » qu'un bon nombre de camarades étaient partisans de l'action directe et prêts à lutter pour notre libération du patronat. Camarades minoritaires, il faut se grouper, se resserrer autour des Amis de la Voie Syndicaliste, qui sont les seuls qui s'opposent à la colonisation. Venez nombreux au Congrès de l'U.D. du 8 mai, où vous assisterez encore aux luttes que nous menons, contre les manœuvres stalinistes qui nous trahissent le jour du patronat, et divisent la classe ouvrière. — Pierre LOCHET.

## VENISSIEUX

Il y a quelque temps, une délégation se rendit auprès de M. Roman pour avoir une salle, toujours à la Maison du Peuple, et ce pour constituer une Section d'un nouveau groupement de Solidarité Antifasciste.

M. le Maire, à l'annonce de ce titre, nous fit des sourires, melons à la « chien loup » et il déclara nettement à la délégation qu'il n'avait rien de tel. Les Comités d'aide à l'Espagne ! Antifascistes sincères, jugez, car ces paroles sont textuelles.

Maintenant, je voudrais que le Maire de Venissieux dise à la population combien il a loué la salle à un député P.S.F. venu faire une conférence dans la localité il y a quelques mois et combien il a loué à un Comité Antifasciste qui donna une fête au profit des combattants d'Espagne.

Si M. le Maire ne le dit pas, je remédierai à cela dans un prochain numéro. — Masneuf.

## LIEGE

Les groupes et individualités de la province de Liège sont invités à se faire représenter à la réunion qui se tiendra le dimanche 8 mai à 3 heures, à la Maison des Syndicats, rue de la Loi, 29, à Liège. Il y sera examinée la question de la formation de la Fédération Anarchiste, ainsi que la question du journal.

Tous ceux qui ont réellement à cœur la propagation des idées anarchistes ne manqueront pas d'y participer.

Pour le Comité organisateur : C. Mattart.

## Le coin des chômeurs

### CHOMEURS A L'ACTION

La semaine dernière un communiqué de l'Union des Syndicats de la région parisienne indiquait aux chômeurs qu'ils devaient participer à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, en entrant dans le cortège avec leur corporation respective. Des pancartes leur seront distribuées indiquant les différentes revendications intéressant les exclus du travail.

On ne peut mieux se moquer de nous, camarades chômeurs.

Comme vous réclamez du travail, vous serez occupés pendant quelques heures à porter des pancartes ; ça vous promènera et ça vous donnera de l'espoir. C'est déjà pas mal, en attendant du pain pour vos gosses.

Mais comme si cela n'était pas suffisant que les manifestants soient tenus d'aller se cacher dans le bois, on a pensé qu'il fallait encore vous dissimuler dans la foule, de façon qu'il n'y ait aucune distinction entre un chômeur et un travailleur, surtout que ces messieurs les grands responsables politico-syndicalistes, qui ont une part de responsabilité dans le retard apporté à l'amélioration de notre situation, ne tiennent pas plus que les pouvoirs publics à voir devant leurs yeux le spectacle massif de la misère ni d'entendre les cris de colère de ceux qui souffrent de leur mauvaise administration.

Que chacun y réfléchisse et l'on verra qu'il y a autre chose à faire que de se lamenter en acceptant l'aumône officielle.

FRANCOIS ROSE.

## COMMUNICATIONS DIVERSES

♦ Ligue Internationale des Combattants de la Paix (Secteur Paris-Rive Gauche). — Grande réunion le mercredi 11 mai, à 20 h. 45, dans la grande salle du Café Bel' Air, 32, avenue du Maine, métro Bienvenue, face de la Gare Montparnasse.

Le camarade Laugier nous exposera Les dépenses militaires conduisant au fascisme. Invitation cordiale à tous.

## REUNION ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

Paris III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> **JEUDI 5**

A 20 h. 30, 44, rue des Archives, Café de l'Homme Armé.

LE ETAT, LA PATRIE, LA GUERRE

Orateur : Pierre Maurelle.

Fontenay-s-Bois 210, rue des Moulins, à 20 h. 30.

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Vintignier, Servant, Frémont.

Paris XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> A 20 h. 30.

6, rue Saint-Bernard.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Orateurs : Deux copains du groupe.

Paris IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> Bar de l'Entr'Aide, 40, bd Bonne-Nouvelle.

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Par un copain du groupe.

Aulnay-s-Bois  **VENDREDI 6**

Salle Zimmer, à 20 h. 30.

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Gourdin, Barzangette, Frémont.

La Courneuve A 20 h. 30, salle Tintin, 172, rue Rateau.

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Pedron, Paterni, Goudry.

Bictre A 20 h. 30, salle du Bas, mairie de Bictre.

LE MOUVEMENT ANARCHISTE

Orateur : Un copain du groupe.

Les sympathisants sont cordialement invités.

Paris XIX<sup>e</sup> **MARDI 10**

A 21 heures, salle Quellenec, 70, rue de Flandre.

LES BASES SOCIALES DE L'ANARCHISME

Orateur : Frémont.

Paris XX<sup>e</sup> **MERCREDI 11**

A 21 heures, chez Chauvet, rue d'Avron.

L'ANARCHIE

Orateur : Servant.

Montreuil **JEUDI 12**

A 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

LES BASES SOCIALES DE L'ANARCHISME

Orateur : Frémont.

Paris XII<sup>e</sup> 142, Fbg Saint-Antoine, à 20 h. 30.

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Servant, Goudry, Pedron.

COMITE D'ACTION CONTRE LA GUERRE ET L'UNION SACREE (Section des Lilas)

GRAND MEETING

Salle Hallopé,

32-34, avenue de la Porte-des-Lilas

Orateurs : Vernochet, du P.S., (Fédération de la Seine) ; Goudry, de l'U.A. ; Lorréal, de la « P. H. ».

JEUDI 5 MAI, A 20 h. 45

Le gérant : ROGER COUDRY.

Imprimerie Centrale du Croissant (St Nils) 18, rue du Croissant, Paris-9

## CENTRE SINDICAL D'ACTION CONTRE LA GUERRE

En réponse aux questions posées par de nombreux syndiqués et afin de dissiper tout malentendu, nous publions les précisions suivantes : Le Centre Syndical d'Action contre la Guerre a été constitué par des militants syndicalistes qui n'acceptent pas la fatalité de la guerre et veulent, au contraire, démontrer — en propagant les solutions pacifistes — que le massacre peut et doit être évité.

Il ne groupe que les syndiqués et les syndicats de la C.G.T., se réservant d'examiner toute proposition d'action commune émanant des groupes extérieurs.

Il n'est donc ni un organisme d'opposition syndicale, ni un groupement de tendance puisqu'il rassemble les camarades de conceptions différentes unis par leur volonté commune de combattre la psychose de guerre.

## LE MANIFESTE EST NE

Le manifeste annoncé nous est réclamé de toutes parts. Cette impatience marque l'intérêt porté à notre jeune mouvement par les militants syndicalistes ayant répondu à notre appel.

Les camarades chargés d'établir ce document sont aussi des militants chargés de besogne. Un mois leur a donc été nécessaire. C'est bien peu, considérant l'importance de la tâche et la diversité des conceptions en présence. Car, nous avons voulu que le Manifeste soit le produit d'une pensée syndicale. C'est-à-dire d'une collectivité de manuels et d'intellectuels composée de « réformistes » et de « révolutionnaires ».

L'unité s'est faite sur un texte qui sera soumis cette semaine aux militants parisiens. Ils diront ce qu'ils en pensent et nous avons tout lieu d'espérer qu'ils ne seront pas déçus.

## LA PARTICIPATION A LA CONFERENCE NATIONALE

Nous avons déjà reçu des réponses de province, relativement à la participation à la Conférence Nationale. Penetrons à Paris. Il faut que nous soyons fixés au plus tard au cours de la semaine du 9 au 15 mai. Que nos camarades de province se décident et nous présentons s'ils acceptent les services de « Tourisme C.G.T. »

A cette conférence qui aura déjà l'appréciable résultat d'opérer une première prise de contact entre nous, il sera traité entre autres questions — de l'organisation complète de notre action pacifiste.

Chacun comprendra que le but que nous nous assignons ne saurait être atteint sans la création d'une liaison nationale et un minimum de coordination.

Pour cette raison, nous prions nos camarades de province de multiplier leurs efforts pour nous envoyer un ou plusieurs délégués.

Ce chapitre de l'organisation nous conduit tout naturellement à informer que, pour les adhésions, renseignements, suggestions, écrire à Jean André, 61, rue de l'Arcade, Paris (8<sup>e</sup>).

Pour les envois de fonds à : Mauploux, 46, rue de Babylone, Paris (7<sup>e</sup>), Compte chèque postal : Paris 1959-32.

Pour tout ce qui concerne les propositions d'action, entretiens, etc., émanant des groupements autres que notre mouvement syndical, écrire à : Ferdinand Charbit, 7, place Séverine au Pré-Saint-Gervais (Seine).

## LE RECRUTEMENT



## Un disparu : Le plan de la C. G. T.

### L'aspect constructif du syndicalisme révolutionnaire

De temps à autre il est bon que nous cessions de critiquer les régimes bourgeois, les gouvernements, le réformisme, l'opportunisme et la néfaste politique des partis, pour présenter le côté constructif du syndicalisme révolutionnaire.

Ceci nous est d'autant plus facile que les syndicalistes espagnols vierges de toute atteinte politique ont su prendre l'économie et les mains et construire un monde social nouveau. Il n'est que trop évident que la grande majorité des prolétaires français est dans l'ignorance la plus crasse de ce qui a été réalisé Outre-Pyrénées dans le cadre syndical, pour la bonne raison que les politiciens de gauche s'appliquent à l'écarter de l'histoire tout ce qui a été construit, pour la plus grande gloire du socialisme autoritaire.

Naturellement en France les leaders des partis prolétaires ont prêté main-forte à leurs collègues espagnols, en exigeant la politique du silence. Donc inutile de chercher dans « l'Humanité » ou le « Populaire » une seule ligne se rapportant aux réalisations syndicales de l'Espagne Républicaine.

Certes, l'œuvre syndicaliste de nos camarades Catalans, Aragornis ou de Valence n'est pas parfaite, mais elle est suffisamment riche d'avoir pour qu'on n'ignore l'impérieux besoin, de la droite à la gauche, de l'éclairer.

Est-ce qu'en France la même expérience pourrait être tentée ? A vrai dire les effectifs de la C. G. T. n'y sont guère préparés, habitués qu'ils sont à pratiquer une lutte de pure défense, emmaillée d'ailleurs de honteux abandons.

Le syndicalisme révolutionnaire a fleuri en France avant la guerre mais la C. G. T. rouge ne groupait alors qu'une petite minorité de travailleurs et le reste du prolétariat vagissait dans le parti communiste de l'époque dont on connaît la douce tiédeur.

Par exemple il est beaucoup question d'un certain plan de la C. G. T. Il apporterait des changements de structure organique et par cela même maintiendrait le cadre général du capitalisme devenu en grande partie défectueux.

Ce n'est évidemment pas cela que nous voulons. L'organisation de la C. G. T. actuelle est

C.G.T. LIBRE !

C.G.T. LIBRE

suffisamment poussée (nous formulons cependant de fortes critiques quant à sa hiérarchisation et à ses modalités de mandat) pour permettre l'instauration de la République syndicaliste libertaire dont le schéma se présenterait ainsi :

Assemblées rurales des paysans ; assemblées locales ou de quartiers, des travailleurs urbains. Conseils municipaux composés de délégués des syndicats.

Conseils d'entreprises ruraux et urbains qu'il s'agit d'exploitations collectives ou d'exploitations soumises au contrôle syndical.

Conseils de coordination régionaux et interrégionaux.

Fédérations syndicales de collectivités à tous les degrés géographiques (une organisation de ce genre existait au moyen-âge : hanges, ghildes, associations de marchands).

Les délégués qui n'auraient aucune fonction autoritaire, mais seraient chargés d'exécuter un mandat précis (mandat impératif préalable) ont discuté et décidé en assemblées générales ou en conseils élus seraient révocables à tout instant et cette délégation aurait en général une durée de un an.

Avec une telle organisation finit le capitalisme bourgeois, écartée la menace de capitalisme d'Etat auquel conduisent les partis politiques et le syndicalisme réformiste. Balaie le parlementarisme incompétent, radoteur et prébendaire. Balaie toutes les institutions autoritaires qui caractérisent les Etats modernes.

Nous nous gardons bien de donner des détails trop fouillés de cette organisation.

L'expérience seule nous permettra de mettre au point nos théories, de les forger au feu des réalités. C'est bien ainsi que se comportent nos camarades syndicalistes espagnols.

Nous n'approuvons pas pour notre part la description très poussée que les dilettantes de « Nouvel Age » donnent de la future société libertaire. Il y a de sérieux éléments imprévisibles qui peuvent déranger cette belle architecture.

C.G.T. LIBRE !

C.G.T. LIBRE

La science nous apportera des données nouvelles. D'ailleurs M. Valois exalte une idée qui lui est personnelle. La Démocratie des consommateurs par opposition à la démocratie des producteurs déjà définie avant-guerre.

Pour une part ne s'arrête pas à diviser l'humanité future en deux parties : les producteurs et les consommateurs. Par contre je vois très bien les syndicalistes être à la fois organismes de production et de consommation, je les imagine clairement, tenant la comptabilité de l'économie libertaire. C'est sous le signe de l'abondance que la Société Libertaire syndicaliste s'épanouira. Les hommes gouverneront les machines et ils ne seront plus gouvernés par d'autres hommes. Les métiers répugnants grâce à la science disparaîtront et avec eux l'avilissement humain. Le bon Scratte il y a plus de deux mille ans avait présenté l'abondance quand il souhaitait pour le bonheur de l'humanité que l'outil remplacât les bras... Sans doute nous ne voyons pas tout par le syndicalisme. Des activités lui échappent, l'expérience le montre.

Mais si nous pensons que le syndicalisme révolutionnaire est l'Avenir c'est parce que ses cadres existent dans les régimes bourgeois actuels et comme on ne crée rien de rien...

Pour le moment il serait souhaitable que les syndicalistes révolutionnaires fissent connaître dans leurs journaux corporatistes respectifs les réalisations syndicales des gars de la C. N. T. La comparaison ne serait pas à l'avantage de l'œuvre (si œuvre il y a) du Front populaire français !

LACARCE.

## Les champions sont éteints !...

par CAM

Et la grande démonstration terminée.

Des boulevards extérieurs à la grande pelouse du bois de Vincennes, la C. G. T. vient de démontrer sa puissance ! Car, si, dans les villes de province, la classe ouvrière ose encore défiler dans les artères principales, à Paris, il n'en est pas de même. Plus de manifestations à la Concorde, à l'Hôtel de Ville, ou sur les grands boulevards. Les ouvriers parisiens n'ont droit qu'à la grande pelouse, celle qui a vu ces grandes manifestations contre la vie chère, organisées par l'Union des Syndicats et qui ont si puissamment contribué à empêcher la hausse des prix.

Cette grande démonstration s'est terminée par deux puissants discours prononcés par deux orateurs, un de l'Union des Syndicats : Raynaud (Paul ? Henri ?) et un de la C. G. T., Léon Jouhaux, secrétaire perpétuel.

La démonstration est terminée, les discours sont oubliés, la réalité est toujours présente. Et elle n'est pas belle !

Il y a environ un an, à propos de la contribution de la C. G. T. à l'emprunt de défense nationale, à propos de la reconduction des conventions collectives, nous avions, ici-même, indiqué aux travailleurs le danger que présentait la collaboration permanente des organisations syndicales avec le gouvernement et le patronat. Nous avons depuis, et presque chaque semaine, signalé que les dirigeants syndicaux, infodés pour la plupart au P.C.F. ou au P.S.F.I.O., tendaient à faire des syndicats, les défenseurs de l'intérêt national, en lui sacrifiant au besoin les intérêts de la classe ouvrière. Ce que nous avions prévu est arrivé.

La C. G. T., avec sa cohue de cinq millions d'adhérents n'a pas été capable de maintenir ce que l'action directe des travailleurs avait conquis en juin 36.

Je n'exagère pas, je ne dramatise rien. Pour mieux me faire comprendre, je vais passer du général au particulier.

Le Syndicat de la Nouveauté (grands magasins, prix uniques) possède une convention collective dans laquelle est incluse l'échelle mobile des salaires. Fin avril, le patronat décide de ne pas appliquer cette échelle mobile.

Ce patronat cependant a signé cette convention collective, mais son intérêt était de ne pas l'appliquer, il n'hésite pas. Entre sa signature et son intérêt, il préfère renier sa signature. Devant ce manque absolu de bonne foi, le personnel réclame et va protester dans les directions. Voici la réponse qui fut faite à une de ces délégations : « La question est soumise à l'arbitrage. Si je dois appliquer l'échelle mobile, je le ferai, mais licenciements et mises à pied s'ensuivront. Par contre si vous voulez dès maintenant signer une renonciation à l'échelle mobile, je promets de garder tout le personnel. »

Tout y est : menaces de renvois, pression, chantage. Que feront les employés ? Je l'ignore. Peut-être auront-ils plus d'énergie que les dirigeants et les ouvriers de la métallurgie. (Deux cent cinquante mille adhérents, présidis par un député, châteaux à Vouzerson, Baillet et autres lieux.)

Le travail des dirigeants des métaux ? Très simple et profondément syndicaliste.

Jusqu'alors il y avait dans la métallurgie (aviation comprise) une convention collective dont les grandes lignes et les salaires étaient à peu près semblables. Il y avait la semaine de quarante heures, et les dérogations prévues étaient si fortement taxées que les patrons n'y avaient recours qu'en cas de nécessité absolue. Les ouvriers voulaient voir renouveler leurs conventions collectives, pour y inclure l'échelle mobile, et pour qu'il n'y ait plus de différence entre les métaux quelle que soit leur spécialité. Des grèves ont eu lieu. Résultat ? La différence de salaire s'est aggravée entre les mêmes ouvriers de branches différentes. L'échelle mobile n'est pas dans la convention collective. Les dérogations qui n'étaient que l'exception deviennent la règle, et la semaine de quarante-cinq heures devient la semaine normale. Et nos tricolores dirigeants vont partout se vantant d'avoir remporté un grand succès. Ils ont sauvé la France, la Patrie, l'intérêt général. (Peut-être aussi, leurs intérêts particuliers.) En réalité, ils n'ont fait qu'abolir la semaine de quarante heures dans l'aviation. Et ça suivra.

Et c'est tout ça que la classe ouvrière a fêté le 1<sup>er</sup> Mai. Ses dirigeants ont sacrifié son intérêt à l'intérêt général. L'Union des travailleurs n'est à leurs yeux utile que dans la mesure où elle prépare l'union nationale et la défense du sol sacré de la patrie, ainsi que celle des usines qui sont bâties dessus.

Le prolétariat aurait bien dû, en ce jour de Premier Mai, laisser à Vincennes quelques-uns de ceux qui le dirigent. La manifestation aurait servi tout de même à quelque chose.



### LA LEÇON D'UNE GREVE

La grève est partie sur l'initiative du comité intermusiciens présidé par Timbaud et dont les membres présents étaient à la dévotion du même parti politique.

Les buts de la grève, pour les travailleurs, c'était le renouvellement de la convention collective nationale, liée au rajustement des salaires ; pour les dirigeants fédéraux, qui dans une certaine mesure, subissaient la grève, il s'agissait de l'utiliser pour obtenir des ouvriers le renforcement de la préparation à la guerre (45 heures, soumission complète du mouvement ouvrier pour la politique d'union sacrée).

Les ouvriers auraient dû exiger de leurs dirigeants syndicaux la solidarité complète de l'ensemble des organisations syndicales, soit sous la forme d'un élargissement rapide de la grève, soit sous la forme d'une aide financière suffisante pour permettre aux 30.000 copains en grève dès le début, de tenir le temps nécessaire pour obtenir satisfaction : c'est-à-dire pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail et non pour participer à la préparation d'une guerre impérialiste dans laquelle ils ont tout à perdre, rien à gagner.

Camarades, ne désertons pas notre organisation syndicale, si déficiente qu'elle soit, elle reste notre seule possibilité de défense. Dans une large mesure, nous sommes responsables de ses défauts. Si tout le monde n'a pas les possibilités d'acquiescer assez de connaissances pour diriger une organisation syndicale, chacun d'entre nous doit s'efforcer de s'instruire suffisamment pour contrôler sérieusement nos dirigeants. Ceux d'aujourd'hui nous ont apporté la preuve qu'ils ne défendent nos intérêts que s'ils correspondent à ceux de la fraction politique à laquelle ils appartiennent. Quand ces intérêts sont divergents comme c'est le cas maintenant, cela nous retombe sur le nez. De tels dirigeants doivent être chassés sans retard ; et si la structure actuelle de la Fédération des Métaux constitue à cela un obstacle trop important, il faut envisager de la réformer pour permettre le jeu normal de la démocratie syndicale.

Pour l'incompatibilité des fonctions politiques et syndicales dans l'esprit de la Charte d'Unité de Toulouse !

Pour une véritable démocratie syndicale à tous les échelons !

Restons unis dans notre Syndicat des Métaux !

### QUE FAIT LA C. G. T. CONTRE LES EXPULSIONS D'OUVRIERS ETRANGERS ?

Les étrangers à la porte ! La France aux Français ! Tel est de la droite à la gauche des partis politiques le cri de guerre des trafiquants du nationalisme.

Chez les peintres, deux cas typiques d'injustice viennent d'être commis. Un copain autrichien s'est vu retirer sa carte de chômage à Lobau et par conséquent priver de tout moyen d'existence légale, à la suite de la réalisation de l'Anschluss. Du jour au lendemain il était devenu Allemand et, par déduction bureaucratique, militaire et n'avait plus que la liberté de crever dans « notre beau pays » si cher aux prolétaires.

Un autre cas plus arbitraire encore. Un copain venu en France à l'âge de 2 ans, ne parlant que le français, ayant combattu en Espagne et revenu en France se voit expulser. Il n'avait pas voulu opter et faire son service militaire. Expulsé avec un délai de quatre jours. Expulsé où ? La police le saura-t-elle un jour ?

Ni Allemand ! ni Polonais ! ni Tchécoslovaque ! le copain avait perdu ses parents tout jeune. C'était un véritable « heimatoles ».

Ainsi pour quelques généraux russes blancs ce sont des centaines de copains à nous, des travailleurs, qu'on expulse. La C. G. T. aurait

peut-être son mot à dire dans une telle affaire ? Et il importe que tous les syndicalistes se dressent en bloc pour empêcher ce mauvais coup et montrer que la solidarité des travailleurs n'est pas un mythe. — Latour (des peintres).

### CHEZ LES INSTITUTEURS DE LA SEINE

Le camarade Paul Violante nous adresse une lettre de protestation contre les agissements des dirigeants de la Fédération. Nous en publions les passages essentiels.

Clamart, le 30 avril 1938.

Camarade, j'apprends par l'Ecole Libratoire d'aujourd'hui qu'un Conseil national de Pâques, le 31 mars s'est tenu à la Bourse du Travail, une assemblée de notre Section dont je comprends que vous ne cultivez pas précisément le souvenir. Nous avons discuté du prochain congrès de l'U. R. Régionale. Les principaux arguments se sont portés sur le problème de la paix et de la guerre. Finalement, malgré le Bureau, le rapport moral a été repoussé par 87 mandats contre 20 pour et 40 pour avec réserves (chiffres communiqués à la fin de l'Assemblée). La majorité absolue de la Section se prononçait contre le principe de la défense nationale, contre l'attitude chauvine des dirigeants syndicaux sacrifiant les 40 heures à la course aux armements. Condamnation catégorique et sans équivoque possible !

En dépit des motions de Lille et de Paris, en dépit de l'existence d'une forte minorité pacifiste et révolutionnaire, Delmas donne la totalité des mandats du S. N. à la résolution des va-et-vient de la F. G. F. Belle escroquerie à nos dépens !

Vous savez fort bien, camarade Bureau, que la Section de la Seine est fort loin d'approuver le mandat précis. Si vous en voulez un, vous n'avez qu'à le demander à l'Assemblée du 31 mars. D'ailleurs, ce jour-là, l'opinion de la majorité de la Section s'est exprimée assez clairement. Elle est contre la guerre, elle est contre les armements, elle blâme la C. G. T. d'avoir renoncé aux 40 heures et la F. G. F. d'avoir laissé dormir la question des traitements pour ne pas gêner le surarmement de l'impérialisme français.

Paul VIALATTE.

### CHEZ CHAUSSON A MEUDON

Un groupe de métaux qui ont parfaitement compris qu'ils ont été battus lors des dernières grèves, non par le patronat mais par leurs propres dirigeants, ont fait circuler une pétition dont voici le texte :

« Les syndiqués soussignés de l'usine Chausson constatent que l'échec du mouvement de grève d'avril est dû à l'ingérence politique à l'intérieur du syndicat, ingérence que se manifeste par la présence dans la direction syndicale d'hommes membres du comité central d'un parti politique et élus parlementaires du même parti. Considérant que le syndicat doit être indépendant de la politique, ils appellent l'observa-

tion des statuts et des principes de la Charte d'Amiens de 1905 : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

« Les syndiqués soussignés fidèles à ces principes demandent la démission immédiate du bureau syndical de la Fédération des métaux et son renouvellement avec des éléments pris en dehors de toute emprise politique et l'extension de cette mesure aux responsables des organismes centraux de la C. G. T. qui, par leur attitude ou leur position au sein de celle-ci, subordonnent leur activité syndicale à leur activité politique. »

« Les soussignés rappellent impérieusement aux responsables à tous les échelons de l'action syndicale qu'ils ne doivent en aucun cas se départir de cette règle absolue édictée par les textes des documents auxquels il est fait allusion plus haut. »

Cette pétition reçut un accueil favorable puisqu'elle a recueilli 85 signatures. Les prolos qui n'acceptent pas la colonisation commencent à se souder. — Le groupe.

## Réaction et communistes unis contre deux militants emprisonnés

Dans la Loire, Garnier, secrétaire du Bâtiment arbitrairement arrêté, est l'objet des attaques des communistes. Exigeons sa libération !

A l'occasion d'une décision de délégué de chantier, un incident s'est produit au cours duquel un chef de chantier a été blessé mortellement.

Les responsabilités ? Elles ne sont pas du côté des dirigeants du syndicat. Nous aurons l'occasion d'y revenir et de le prouver. Ce qui est certain, c'est que le chef de chantier armé d'un casse-tête s'est élané sur Garnier et a provoqué la bagarre, et personne n'a pu prouver que Garnier avait frappé ou invité à frapper. On a accusé de meurtre le camarade David, mais l'accusation ne tient pas, et il est bien certain que la justice va être obligée de renoncer à porter ses coups aux dirigeants du syndicat.

Les arrestations de Garnier et de David ne reposent sur rien de fondé. Elles sont donc arbitraires ; elles visent à nuire au syndicat, à le décourager. C'est pourquoi elles ont indigné les militants honnêtes, car, contrairement à ce qui se produit toujours en pareilles circonstances, une fraction du mouvement ouvrier s'est abstenue par intérêt de tendance, à défendre les militants victimes de la répression patronale.

Et cette fraction, c'est : 1) Les dirigeants de la Fédération unitaire du Bâtiment, qui ont relevé Garnier de ses fonctions de secrétaire de la 3<sup>e</sup> région et délégué Labrousse pour profiter de l'absence de Garnier, afin d'« épurer » le syndicat, et de faire prolonger la détention de Garnier par d'habiles insinuations précieuses à la police.

2) Les dirigeants de l'U. D. de la Loire qui se sont associés à cette besogne malpropre.

3) Un secrétaire de la C. G. T. : Frachon, qui est venu servir de son autorité les agissements des premiers et s'associer à eux.

4) Enfin, c'est le chef d'orchestre, le parti communiste, qui, après l'arrestation de Garnier et de David, n'a pas hésité à lancer des calomnies, pires que celles des journaux à la solde du patronat et des groupements fascistes (article non signé du « Cri du Peuple » du 23 avril).

## C'est notre passivité qui permet l'étranglement de l'Espagne ouvrière

Avec une persévérance remarquable, la Fédération des Cheminots dénonce avec force documents et preuves à l'appui le trafic ferroviaire qui, depuis vingt mois permet à l'Allemagne et à l'Italie d'utiliser nos voies ferrées pour transporter à l'Espagne fasciste le matériel de guerre dont elle a besoin.

La semaine dernière, dans « Le Peuple », elle signalait le régime de faveur accordé à ces convois qui traversent la France en moins de 48 heures alors que le trajet des trains de marchandises à destination de l'Espagne républicaine dure souvent de 25 jours à un mois.

Après avoir dévoilé cette situation à l'opinion publique les dirigeants de la Fédération des Cheminots considèrent sans doute avoir accompli tout leur devoir. Leur souci de sauver l'Espagne antifasciste ne va pas jusqu'à compromettre leur sécurité personnelle en appelant les cheminots à arrêter les transports destinés à Franco.

Eux, qui nous ont vanté les bienfaits de la réorganisation des réseaux, par la création de la Société Nationale des Chemins de Fer désormais placée sous le contrôle de l'Etat, sont en train de faire la démonstration que la politique de classe y prévaut comme auparavant.

Il est vrai que certains d'entre eux, qui cumulent en même temps la fonction de député communiste, vitupèrent consciencieusement la non-intervention dans la presse et les meetings, tandis qu'ils votent la confiance aux gouvernements qui pratiquent cette même non-intervention à sens unique.

Qu'attendent de plus de tels dirigeants ? Mais les travailleurs, les antifascistes conséquents, ne sont-ils pas suffisamment éclairés sur les résultats néfastes de cette attitude passive dont les dirigeants des cheminots n'ont pas, hélas, le monopole et qui livre l'Espagne ouvrière à la merci de la réaction internationale ?

Au contrôle d'un Etat asservi aux intérêts de la classe capitaliste ils doivent substituer d'urgence un contrôle ouvrier effectif, non seulement pour dépeiser les envois à Franco mais pour les orienter vers l'Espagne antifasciste. Et qu'on ne vienne pas rétorquer que c'est la faire de la magie ou de la provocation. Faire de la magie c'est limiter l'action ouvrière à des protestations platoniques en entretenant l'illusion d'une intervention gouvernementale possible. Quant à la provocation, celle de passer du matériel de guerre pour les fascistes, à notre barbe, doit suffire à nous tracer notre ligne de conduite.

Devant la situation tragique qui est actuellement celle de nos camarades en lutte, le temps des démonstrations verbales doit être révolu. Il est parfaitement vrai ainsi que le proclamait nos dirigeants syndicaux, que leur dévouement préparait la nôtre. La seule attitude logique si nous voulons véritablement les empêcher d'être écrasés sous les rafales de fer et de feu des mercenaires fascistes est de passer à l'action directe pour assurer le ravitaillement de l'Espagne ouvrière.

Au moment où se conclut à Rome et à Londres, entre les impérialismes démocratiques et fascistes, le honteux marché tendant à la fermeture de la frontière des Pyrénées tandis que se poursuivent par mer et par les airs le ravitaillement de l'Espagne fasciste, il est de toute urgence que la classe ouvrière soit vigilante pour empêcher cette manœuvre d'étranglement qui livrerait les meilleurs révolutionnaires à la férocité inquisitoriale du fascisme.

Il est temps que l'on se convainque que le prolétariat d'Espagne ne peut être sauvé que par la volonté agissante des travailleurs eux-mêmes.

Et la C. G. T., ses puissantes Fédérations, ne doivent pas se contenter de dénoncer la non-intervention à sens unique mais passer à l'action en mettant en jeu la force directe des travailleurs. Tout le reste est littérature.

Jamais on n'avait vu pareille goujaterie ! Nous faisons juges d'une pareille attitude, les militants de ce pays.

Dans la Loire, une réaction significative s'est produite. Au meeting organisé par la Fédération du Bâtiment et l'U. D., avec le concours de Frachon, non pour faire libérer Garnier, mais pour le charger, il n'y avait pas foule, malgré un battage formidable : moins de 1.000 auditeurs. Et ni Labrousse, ni Frachon n'ont pu parler. Ils ont dû s'arrêter longtemps, et quand ils reprenaient leur exposé, leurs voix étaient couvertes par les cris de : « Libérez David et Garnier ! »

Bonne leçon !

Mais une question se pose pour les syndiqués. D'ores et déjà, les Fédérations et les U. D. vont-elles pouvoir se mettre du côté de la police, et du patronat quand un militant sera arrêté ? Et la C. G. T. va-t-elle couvrir cette besogne ?

Frachon avait été délégué par qui ? Avec quel mandat ? Le mandat de couvrir les agissements de son parti et des dirigeants de l'U. D. et de la Fédération du Bâtiment ?

Nous posons la question. Attendons des précisions.

Pour le Comité de Défense de Garnier.

U. Thévenon, secrétaire de la Section des Instituteurs ;

P. Arnaud, secrétaire de la F. R. des Mineurs ;

M. Tournon, secrétaire du syndicat Litho.

Deleage, secrétaire des Teinturiers ;

Navant, secrétaire de la Bourse du Travail de Firminy ;

Lheureux, secrétaire des Mineurs de Roche-la-Molière ;

Rivière, secrétaire des Mineurs de Chambon ;

Jourdat, secrétaire des Mineurs de la Ricamarie ;

Bertail, secrétaire des Mineurs de St-Chamond ;

Pichon, secrétaire des Mineurs de Firminy ;

Romeyer, secrétaire des Mineurs de Firminy ;

Notrelet, secrétaire du syndicat des Coiffeurs ;

Martel, secrétaire adjoint du syndicat du Bâtiment.